

**Les Forums jeunesse
régionaux du Québec.
*Ancrage local et régional des
actions en participation
citoyenne des jeunes***

Nicole Gallant
Céline Oberlé

INRS

Université d'avant-garde

Centre - Urbanisation Culture Société

urbaines et rurales et les quartiers sont
sont développées, assurant la vitalité
partenance et d'intégration soci

1981-1990

16%

1961-1970

11%

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

8%

5%

3%

11%

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1946-1960

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

1981-1990

les transactions sociales par lesquels les
ans l'espace urbanisé, en un mot, sur l'ensemble de
vidus produisent du lien social et les sociétés prer

Les Forums jeunesse régionaux du Québec.
Ancrage local et régional des actions en
participation citoyenne des jeunes

Nicole Gallant
Céline Oberlé

Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture Société

Automne 2013

Responsabilité scientifique : Nicole Gallant
nicole.gallant@ucs.inrs.ca
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation Culture Société

Diffusion :
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation Culture Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

www.ucs.inrs.ca

Projet de recherche financé par la *Table de concertation des Forums jeunesse régionaux du Québec*

ISBN 978-2-89575-296-7

Dépôt légal : - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013
- Bibliothèque et Archives Canada

© Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. QUESTION DE RECHERCHE.....	6
LA NOTION DE RÉGION	8
1. L'ACTION PUBLIQUE DÉCLINÉE AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET LOCAL.....	8
1.1 Le développement local, la décentralisation et la gouvernance locale	8
1.2 Les spécificités du milieu prises en compte	11
1.3 Un pouvoir d'action confié aux acteurs locaux et aux citoyens.....	12
1.4 Une ouverture sur l'extra-local et l'extrarégional	14
1.5 Conclusion.....	15
2. LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES QUÉBÉCOIS	15
2.1 Des régions ressources, des régions manufacturières et des régions urbaines	15
2.2 Un milieu urbain et un milieu rural.....	19
2.3 Les limites de l'influence du territoire sur le vécu des individus.....	20
2.4 Conclusion.....	22
MÉTHODOLOGIE	23
1. UNE DÉMARCHE PARTENARIALE.....	23
2. LA COLLECTE DES DONNÉES.....	25
2.1 L'observation	25
2.2 L'analyse documentaire.....	25
2.3 Les entrevues et leur analyse	27
3. LA DÉNOMINALISATION.....	29

ANALYSE DES ACTIONS DES FORUMS JEUNESSE. DES ACTIONS SIMILAIRES... ANCRÉES RÉGIONALEMENT ET LOCALEMENT	30
1. LES ACTIONS DES FORUMS JEUNESSE : UNE COHÉRENCE DANS LEURS OBJECTIFS ET DANS LEURS FORMES	30
1.1 Des actions parfaitement identiques	30
1.2 Des actions semblables	35
1.3 Des actions plus singulières	36
1.4 Conclusion.....	37
2. L'ANCRAGE RÉGIONAL DES ACTIONS DES FORUMS JEUNESSE	39
2.1 Le niveau territorial visé par l'action.....	40
2.2 Les sources d'inspiration des forums jeunesse pour créer leurs actions	46
2.3 Les partenaires des forums jeunesse	48
2.4 Conclusion.....	57
3. CONCLUSION	58
 CONCLUSION GÉNÉRALE	 60

Introduction

La notion de participation est devenue « un vrai référentiel d'action publique ». ¹ Les pays occidentaux administrent divers programmes ² afin de susciter et de favoriser la participation des jeunes. La définition de la participation utilisée par ces dispositifs publics est généralement large. Elle désigne un large éventail d'« activités qui ont trait à la citoyenneté ou au collectif » ³ et recouvre diverses formes assez classiques, de l'engagement associatif à la participation à un conseil jeunesse (national, régional, municipal) en passant par le fait d'aller voter.

Cette mobilisation par les pouvoirs publics du référentiel de la participation résulte d'un changement dans la manière d'aborder l'intégration des jeunes à la société, particulièrement perceptible en France :

Avant, les politiques en direction des jeunes étaient vraiment des politiques centrées sur l'emploi. Il fallait être intégré économiquement. L'intégration économique permettait l'intégration sociale qui permettait l'intégration politique. Maintenant, comme on n'assure pas nécessairement l'intégration économique, on essaie de trouver une autre porte d'entrée pour créer de l'appartenance à la société et on a mis en place ces politiques de participation. ⁴

Les mesures des pouvoirs publics en matière de participation des jeunes peuvent aussi être considérées comme une réponse à l'inquiétude selon laquelle la jeunesse serait « apathique, apolitique et fort peu soucieuse des orientations prises sur le plan de la gouverne. » ⁵ Bien que des préoccupations sur l'apathie de la jeunesse peuvent être retracées jusqu'à la Grèce Antique, de nos jours, cette inquiétude procède avant tout d'une vision de la participation des jeunes réduite à leur participation électorale, dont les médias signalent régulièrement la faiblesse. « On note partout depuis 20, 25 ans une désaffection de l'électorat pour les institutions politiques de la représentation : moins de participation politique dans les partis, moins de votes. Surtout chez les jeunes. » ⁶ En effet, pour les élections provinciales de 2008, « [l]e groupe dans lequel la proportion de

¹ BECQUET, Valérie, « Participation à la vie démocratique [Entretien] » site *laplateforme info*, réalisé par Id6, en ligne (<http://yonet.org/becquetparticipation/engage.html>). Consulté le 26/11/2012.

² BROUILLETTE, A-A., GRAVEL, L. *Les politiques de la jeunesse de certains pays occidentaux. Bilan de connaissance*. Montréal : INRS-UCS, 2006.

³ Valérie Becquet, *op. cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ BROUILLETTE, A-A., GRAVEL, L. *op. cit.*, p.29.

⁶ THÉRIAULT, Joseph-Yvon, cité dans Radio-Canada.ca. « Une désaffection inquiétante ». *Radio-Canada.ca*. Mis en ligne le 9 décembre 2008. Consulté le 26 novembre 2012. <http://elections.radio-canada.ca/elections/quebec2008/2008/12/09/006-Elections-tax-participation.shtml>.

votants est la plus faible est celui des 18-24 ans »⁷, avec un taux de de 36,15%, soit plus de 20 points de pourcentage de moins que le taux de participation global qui était de 57,3%.⁸ Les 25-34 suivent de près, à 41,83%.⁹

Il n'est donc pas étonnant que le Québec semble avoir lui aussi adopté le référentiel de la « participation » comme fondement de son intervention en direction de la jeunesse. Divers dispositifs publics visant à favoriser la participation des jeunes dans son acception large ont été implantés. Par exemple, chaque année, des étudiants (secondaire et cégep) participent à des simulations parlementaires, comme le forum étudiant et le Parlement des jeunes; ce projet vise à faire comprendre aux jeunes « les bases du fonctionnement des institutions parlementaires »¹⁰ et à « accroître l'intérêt des élèves envers la vie citoyenne. »¹¹ Le gouvernement québécois a également choisi de valoriser les jeunes qui s'impliquent, grâce à une activité nationale de reconnaissance qui a lieu chaque année; les jeunes lauréats de ce concours sont engagés de différentes manières, ce qui témoigne de l'idée que la participation est une vaste notion (des jeunes qui organisent des événements sportifs, culturels et artistiques pour leur milieu, des jeunes entrepreneurs, des jeunes conseillers municipaux, des jeunes présidents d'associations, des jeunes bénévoles dans des associations, etc...¹²). Les forums jeunesse régionaux du Québec – qui font l'objet du présent rapport et que nous appellerons ici les forums jeunesse – sont un autre de ces dispositifs créés par le gouvernement pour favoriser la participation des jeunes; les forums jeunesse sont d'ailleurs partenaires dans l'organisation de l'activité nationale de reconnaissance.

Le processus de création des forums jeunesse illustre bien comment l'analyse de Becquet quant à l'utilisation par les pouvoirs publics du référentiel de la participation s'applique également au Québec. Ce processus remonte à 1998, au moment où le

⁷ GÉLINEAU, François et MORIN-CHASSÉ, Alexandre, « Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008 », *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, no 1, novembre 2009.

⁸ GÉLINEAU, François et TEYSSER, Ronan, « Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008 », *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, no 6, août 2012.

⁹ *Ibid.* En revanche, pour les élections de 2012, les taux de participations sont remontés à ceux qu'ils étaient en 2007, et ce, dans tous les groupes d'âge. Cela signifie de hausses de plus de 20 points de pourcentage chez les jeunes, ramenant les taux à 62,1% pour les 18-24 ans et à 66,4% pour les 25-34 ans. Directeur général des élections du Québec, « Participation électorale aux élections générales de 2012 au Québec - Les électeurs de 18 – 44 ans sont retournés aux urnes en grand nombre lors de la dernière élection générale », communiqué sur une étude de François Gélinau, <http://www.electionisquebec.qc.ca/francais/actualite-detail.php?id=5327> . Consulté le 31/03/2013.

¹⁰ Assemblée nationale Québec. « Parlement des jeunes : Présentation ». *Assemblée nationale Québec*. Consulté le 26 novembre 2012. <http://www.assnat.qc.ca/fr/education/parlementjeunes/index>.

¹¹ *Ibid.*

¹² Secrétariat à la jeunesse. « Activité nationale de reconnaissance ». *Secrétariat à la jeunesse*. Mis en ligne le 25 novembre 2012. Consulté le 26 novembre 2012. <http://jeunes.gouv.qc.ca/quoi-de-neuf/communiqués/index.asp>.

gouvernement péquiste de Lucien Bouchard déploie un plan d'action jeunesse¹³, présenté comme étant le premier plan d'action gouvernemental en matière de jeunesse « dans l'histoire du Québec »¹⁴, et dont l'innovation tient à la « collaboration exceptionnelle entre tous les ministères ».¹⁵ Certes, les mesures ayant trait à l'intégration économique des jeunes priment dans ce document (tant les mesures directement en matière d'emploi que les mesures dans le domaine de l'éducation qui visent *in fine* un arrimage entre les formations offertes et les besoins de main d'œuvre), le plan dessine aussi, pour reprendre les mots de Becquet, « une autre porte d'entrée pour créer de l'appartenance à la société ».

Le plan crée en effet de nouveaux lieux de participation et de concertation, dont les forums jeunesse. Certains lieux de participation existaient auparavant : le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ, qui a depuis été aboli par le gouvernement Charest en 2010), formé de jeunes et qui est chargé de donner des recommandations au gouvernement sur les questions jeunesse; et des comités de jeunes sectoriels chargés eux aussi de formuler des recommandations (par exemple, le comité aviseur jeunesse d'Emploi-Québec). Ces instances de participation des jeunes déjà établies étaient avant tout nationales. Certes, les conseils d'administration des Centres locaux de développement (CLD) étaient invités à porter une attention à la diversité de leurs administrateurs; ceci aurait pu les amener à y intégrer des jeunes, mais ils n'en avaient pas l'obligation. Or, avec la création des forums jeunesse, les pouvoirs publics déclinent la participation des jeunes au niveau régional et la rendent ainsi plus accessible aux jeunes. Ces nouveaux forums jeunesse, formés de jeunes administrateurs, deviennent les comités aviseurs sur les questions jeunesse des Conseils régionaux de développement (les CRD, devenus les Conférences régionales des élus, CRÉ) qui exercent dans chacune des régions administratives du Québec une fonction de planification régionale.

Cette possibilité élargie offerte aux jeunes d'« avoir voix au chapitre au sein des structures démocratiques »¹⁶ semble correspondre à une difficulté de plus en plus grandissante d'assurer l'intégration économique des jeunes. En effet, le plan d'action jeunesse 1998-2001 s'inscrit, selon le premier ministre, dans un contexte d'« angoisse individuelle face à un avenir où la sécurité semble faire place à la précarité [et] où l'imprévisibilité se substitue aux certitudes. »¹⁷ Alors que les jeunes connaissent des difficultés à prendre leur place dans la société par le vecteur économique, le

¹³ Secrétariat à la jeunesse, Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. *Jeunesse Québec, Plan d'action gouvernemental 1998-2001*. Québec : Gouvernement du Québec, 1998.

¹⁴ *Ibid.*, p.5.

¹⁵ *Ibid.*, p.5.

¹⁶ *Ibid.*, p.9.

¹⁷ *Ibid.*, p.3.

gouvernement leur propose en quelque sorte de participer aux solutions en siégeant au sein du forum jeunesse de leur région.

La politique québécoise de la jeunesse dévoilée en 2001¹⁸ et les plans d'action en matière de jeunesse qui suivirent (2002-2005¹⁹, 2006-2009²⁰, 2009-2014²¹) ont continué à consolider ce référentiel de la participation, en renforçant les forums jeunesse sur deux principaux plans. Premièrement, il leur revient de gérer régionalement des subventions octroyées par le Secrétariat à la jeunesse (le Fonds jeunesse Québec, créé par la politique jeunesse de 2001, puis remplacé en 2002 par le Fonds régional d'investissement jeunesse, FRIJ). Ces fonds permettent aux forums jeunesse de financer des actions selon des priorités qu'eux-mêmes identifient pour leur région. En siégeant au sein des forums jeunesse, les jeunes, sont de plus en plus impliqués dans les décisions qui concernent la jeunesse dans divers domaines (la réussite éducative, les loisirs, le sport, la culture, la santé, etc.). Pour s'assurer que cette implication porte ses fruits, les forums jeunesse se dotent en 2004 d'une Table de concertation, dont la mission est précisément « de faire en sorte que les forums jeunesse régionaux soient reconnus sur la scène nationale comme étant des acteurs essentiels au développement des régions du Québec et que leurs discours soient entendus par les partenaires nationaux et le gouvernement du Québec. »²² Deuxièmement, le renforcement du référentiel de la participation se poursuit en 2006, lorsque les forums jeunesse reçoivent le mandat de favoriser la participation citoyenne des jeunes et d'embaucher à cette fin, dans chaque région, des agents de participation citoyenne (APC).

Lorsque les forums jeunesse reçoivent ce mandat de favoriser la participation citoyenne en 2006, aucune directive précise ne leur est donnée sur l'interprétation du concept de « participation citoyenne ». Chaque forum jeunesse était ainsi amené à développer des actions en fonction de sa propre définition. En 2012, la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ), souhaitant rendre compte des actions des forums jeunesse dans ce domaine, produit une définition pouvant toutes les englober : « La participation citoyenne se définit comme la prise de conscience de ses besoins et de ceux de sa communauté qui mène le citoyen à poser des actions, ponctuelles ou régulières, individuelles ou collectives, afin de transformer son milieu en vue de

¹⁸ Secrétariat à la jeunesse. *La jeunesse au cœur du Québec : politique québécoise de la jeunesse*. Québec : Secrétariat à la jeunesse, 2001.

¹⁹ Secrétariat à la jeunesse. *Plan d'action jeunesse 2002-2005 : la jeunesse au cœur du Québec*. Québec : Secrétariat à la jeunesse, 2002.

²⁰ Secrétariat à la jeunesse. *Stratégie d'action jeunesse 2006-2009*. Québec : Secrétariat à la jeunesse, 2006.

²¹ Secrétariat à la jeunesse. *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 : Enrichir le Québec de sa relève*. Québec : Secrétariat à la jeunesse, 2009.

²² Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, *Rapport annuel 2004-2005*, p.5.

l'améliorer. »²³ Plus spécifiquement, la TCFJRQ décline la participation citoyenne en trois types :

- la participation *sociale*, dont l'objectif est d'« améliorer son bien-être et celui de sa collectivité »²⁴, en faisant du bénévolat par exemple ;
- la participation *publique*, dont l'objectif est d'« influencer la collectivité en participant au débat public ou en occupant une fonction comportant une responsabilité publique »²⁵, par exemple en manifestant ou en siégeant à un conseil d'administration ;
- et enfin la participation *politique*, dont l'objectif est de « prendre part aux décisions de la collectivité »,²⁶ par exemple en présentant sa candidature à un palier gouvernemental ou en votant.

Mais la participation n'est qu'un des deux piliers qui fondent les forums jeunesse. L'autre élément crucial, autour duquel s'est construit notre questionnement de recherche, est leur dimension régionale, fondamentalement articulée à l'idée de participation effective de la jeunesse partout au Québec. La dimension régionale est infusée dans les forums jeunesse à divers niveaux. Elle est bien entendue tout d'abord présente dans leurs mandats, dont le cadre est régional : gérer un fonds qui est *régionalisé*, financer des actions à portée *régionale ou locale*, concerter les acteurs jeunesse *régionaux*, favoriser la représentation des jeunes *en région*, exercer un rôle-conseil sur les problématiques rencontrées par les jeunes *de leur région*.

Mais la dimension régionale est aussi présente dès les toutes premières réalisations des forums jeunesse. C'est le cas tout particulièrement de leur participation à la préparation du Sommet du Québec et de la jeunesse, qui s'est tenu début 2000, donc très peu de temps après leur création. Les forums jeunesse ont été chargés de tenir des ateliers régionaux pour consulter les jeunes de chaque région sur les thèmes retenus en vue du Sommet. Selon Madeleine Gauthier, ces ateliers régionaux démontraient le souci du gouvernement pour une « lecture régionale de la question des jeunes ».²⁷ Les propositions ressorties de ces consultations ont été rassemblées par l'Association des Régions du Québec dans un mémoire intitulé *Pour un Québec habité et animé*²⁸, qui

²³ Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec. *Cadre de référence sur la participation citoyenne et les forums jeunesse régionaux du Québec*. Québec : TCFJRQ, 2012.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ GAUTHIER, M. « Le Sommet du Québec et de la jeunesse vu d'à côté ». In GAUTHIER, M., DUVAL, L., HAMEL, J. et ELLEFSEN, B (sous la dir.). *Être jeune en l'an 2000*. Sainte-Foy : Éditions de l'IQRC ; Presses de l'Université Laval, 2000. p.135.

²⁸ Association des régions du Québec. *Pour un Québec habité et animé*. 1999.

insiste sur l'importance de régionaliser les actions en direction des jeunes, puisque « dans chacune des régions, les jeunes vivent des situations qui leur sont propres. »²⁹ Les forums jeunesse, historiquement, s'inscrivent donc dans ce mouvement selon lequel l'action doit être adaptée aux « spécificités des milieux. »³⁰

Enfin, la façon dont les forums jeunesse sont présentés met aussi largement en avant la dimension régionale. Par exemple, la Table de concertation des forums jeunesse les décrit comme suit : « Les forums jeunesse [...] travaillent au quotidien à connaître les réalités de leur région et des jeunes qui l'habitent. Cette connaissance leur permet de se doter de priorités et de modes de fonctionnement différents selon les besoins et la volonté des jeunes de chaque région du Québec. »³¹

1. QUESTION DE RECHERCHE

Cette omniprésence de la dimension régionale lorsque les forums jeunesse sont évoqués nous a amenée à nous interroger sur ce qui confère cette dimension aux actions des forums jeunesse. Plus précisément, nous nous sommes demandées **de quelle manière se fait l'ancrage régional et local des actions en participation citoyenne menées par les forums jeunesse.**

Évidemment, nous savons déjà que les fonds reçus du gouvernement central sont administrés dans chacune des régions, que les forums jeunesse peuvent définir leurs propres priorités d'action et qu'ils doivent travailler en concertation avec des partenaires régionaux. Mais, outre ces éléments relatifs aux mandats des forums jeunesse, et donc à ce qu'ils font en théorie, comment les dimensions régionale et locale s'actualisent-elles dans la pratique et dans le travail quotidien des forums jeunesse ?

Ce que nous appelons l'« ancrage régional et local des actions » peut être défini en recourant à la notion de « point d'ancrage », c'est-à-dire « un élément fondamental autour duquel s'organise un ensemble. »³² Une action ancrée régionalement ou localement est donc une action (l'ensemble) dont l'organisation prend appui sur des éléments régionaux ou locaux (points d'ancrage).

Ainsi, notre recherche visait à mieux cerner l'éventail des éléments qui ancrent les actions aux niveaux régional et local. Comme ce qui est régional ou local se définit

²⁹ *Ibid.*, p.6.

³⁰ *Ibid.*, p.4.

³¹ Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec. *Rapport annuel 2011-2012*. p.3.

³² DE VILLERS, M-E. *Multi dictionnaire de la langue française*. Montréal : Québec Amérique, 2009. p.87.

aussi par contraste avec ce qui ne l'est pas, nous avons également porté attention aux éventuels éléments extrarégionaux (le national et l'international). En vertu de cet élargissement, la question de recherche est en fait multiple : Dans quelle mesure les actions des forums jeunesse sont-elles ancrées localement et régionalement ? Si oui, comment le sont-elles ? Si non, quels sont les autres points d'ancrage ?

Pour répondre à ces interrogations, nous avons structuré le présent rapport de recherche en trois grandes parties. Nous commencerons tout d'abord par exposer une brève revue de littérature axée sur la notion de région. Nous présenterons ensuite la méthodologie utilisée pour mener la recherche, en insistant sur les caractéristiques de la recherche partenariale et sur la collecte des données. En troisième partie, les résultats de la recherche seront exposés en deux temps. Ils concerneront d'abord l'ensemble des actions des forums jeunesse de 2009 à 2011, dont l'analyse a fait émerger divers types d'actions. Nous nous concentrerons ensuite sur dix études de cas, qui permettent de faire ressortir plusieurs points d'ancrage des actions.

La notion de région

Le principe selon lequel les priorités d'actions des forums jeunesse devraient varier d'une région à l'autre pour s'adapter aux besoins régionaux spécifiques a guidé notre revue des écrits. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur les concepts et les pratiques de l'action publique qui accordent une place centrale au régional et au local : le développement local, la gouvernance locale, la décentralisation. Ces trois notions étant inter-reliées, nous ne les présenterons pas distinctement, mais nous en ferons plutôt ressortir quelques éléments clés transversaux. Dans un second temps, pour saisir quel est le sens que prend la notion de « contextes régional et local » au Québec, nous présenterons aussi certaines typologies des territoires du Québec, afin de cerner les traits qui sont mobilisés pour les caractériser et les distinguer.

1. L'ACTION PUBLIQUE DÉCLINÉE AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET LOCAL

Le développement local, la décentralisation et la gouvernance locale sont trois notions qui évoquent toutes une action publique s'actualisant aux niveaux régional et local. Après avoir succinctement défini ces notions, nous exposerons les éléments clés qui les fondent. Nous verrons que ces principales caractéristiques pourront être comprises comme des points d'ancrage local et régional de l'action publique.

1.1 Le développement local, la décentralisation et la gouvernance locale

Il est difficile de trouver dans la littérature une définition succincte du développement local. Les auteurs qui se penchent sur cette notion la définissent en entrant tout de suite dans le détail de ses objectifs, de ses caractéristiques et de ses pratiques.³³ On peut néanmoins définir sommairement le développement local comme étant un « auto-développement économique et social des communautés locales. »³⁴

Notons que les forums jeunesse sont présentés comme un outil de développement régional par le gouvernement et par la Table de concertation des forums jeunesse. Ainsi, la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014* indique que « [c]haque fonds [régional

³³ FAVREAU, L. « Le développement local de type communautaire » In DOUCET, L., FAVREAU, L. (dir.). *Théorie et pratiques en organisation communautaire*. Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1991. pp.72-94. JEAN, Y. « Notions de développement local, territoire et développement durable: réflexions épistémologiques et nécessaire mutation culturelle de l'Etat et des élus. » In LAFONTAINE, D., BRUNO, J. *Territoires et fonctions (Tome 1)*. Rimouski : Editions du GRIDEQ ; Editions du CRDT, 2005. pp.131-150. VACHON, B. *Le développement local. Théorie et pratique*. Boucherville : Gaëtan Morin éditeur, 1993.

³⁴ FAVREAU, L. *op. cit.*, p.78.

d'investissement jeunesse] constitue un outil de mobilisation et de concertation des partenaires du milieu qui contribue concrètement au développement régional. »³⁵ De même, le rapport annuel 2011-2012 de la TCFJRQ précise : « [...] les forums jeunesse travaillent à faire des jeunes de 35 ans et moins de véritables acteurs du développement local et régional ainsi qu'à susciter la participation citoyenne des jeunes. »³⁶

Le développement régional et le développement local sont parfois présentés comme deux notions différentes. Il semble que la distinction réside dans le fait que le développement local s'appuie sur « une mobilisation des forces internes »³⁷ tandis que le développement régional est plutôt issu d'une « instance planificatrice »³⁸ telle que l'État, par exemple. Mais, selon Lévesque, ce dernier modèle du développement régional n'aurait été effectif au Québec que des années 1960 à la moitié des années 1980. À cette époque où « la grande entreprise et l'organisation bureaucratiques (les experts) étaient valorisées sans réserve »³⁹, le développement régional consistait effectivement à *planifier* le développement économique des régions : « on encourageait l'urbanisation, la formation de pôles régionaux et au besoin la fermeture de villages dont le potentiel agricole était limité. »⁴⁰ Le développement local n'existait en fait pas : « La régionalisation s'est alors faite en grande partie au détriment du local, comme en témoigne le déplacement de certaines activités locales vers les capitales régionales. »⁴¹ Mais, à partir de la moitié des années 1980, ce modèle est remis en cause par des mouvements de protestation contre le déplacement des activités et la fermeture des villages. En outre, c'est « plus largement, le modèle hiérarchique et centralisé [ainsi] que le couple État-Marché [qui sont] remis en cause à l'échelle de la société entière. »⁴² Il en résulte une évolution du modèle de développement régional qui rejoint maintenant celui du développement local :

Le développement régional tel que nous l'entendons aujourd'hui a très peu à voir avec celui des années 1960-1980. Il participe d'une autre approche, une approche qui ne repose plus sur le couple État-Marché mais sur un ménage à trois État-Marché-Société civile, une approche qui ne mise plus sur la

³⁵ Secrétariat à la jeunesse, 2009. *op. cit.*, p.48.

³⁶ Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec. *Rapport annuel 2011-2012*, p.3.

³⁷ RALLET, A. « Commentaires du texte d'Olivier Crevoisier ». In MOLLARD, A *et al.* (dir.). *Territoires et enjeux du développement régional*. Versailles : éditions Quae, 2007. p.80.

³⁸ *Ibid.*, p.80.

³⁹ LEVESQUE, B. « Le développement régional et local, avant et après la mondialisation ». In *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales*. Centre de recherche sur les innovations sociales, 2001. p.9. Article disponible au : <https://depot.erudit.org/id/001671dd>.

⁴⁰ *Ibid.*, p.10.

⁴¹ *Ibid.*, p.10.

⁴² *Ibid.*, p.11.

hiérarchie et la centralisation mais sur le partenariat, la décentralisation, les réseaux.⁴³

Dans la suite de notre propos, le développement régional et le développement local seront mentionnés sans aucune distinction, postulant ainsi que le développement « par le haut » et le développement « par le bas » sont interdépendants. Nous ne ferons pas non plus d'importantes distinctions entre le local et le régional, si ce n'est pour évoquer une différence d'échelle.

La dernière citation a introduit le terme de « décentralisation » et nous montre ainsi que le développement local ne peut être abordé sans y faire référence. La décentralisation correspond à un déplacement de charges publiques du gouvernement central vers des instances régionales et locales. Le développement local s'accompagne de responsabilités accrues conférées aux niveaux local et régional. Au Québec, ce lien est montré par la *Politique de soutien au développement local et régional*⁴⁴ de 1997 qui confère aux Conseils régionaux de développement (CRD) « des pouvoirs et des budgets qui leur échappaient jusque-là. »⁴⁵ Les CRD existaient depuis 1970 mais étaient jusqu'à cette date des instances de consultation. On constate que le processus a été le même pour les forums jeunesse : ils ont d'abord été des comités aviseurs des CRD avant de se voir dotés de budgets pour mener leurs propres actions.

L'image utilisée par Lévesque du « ménage à trois État-Marché-Société civile » renvoie à la notion de gouvernance. Pour Canet,

le concept de gouvernance suppose l'instauration de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques, centrées sur la négociation, tout comme de nouvelles manières de les mettre en œuvre, notamment par le partenariat. Ce concept conduit donc à repenser les relations entre les différents acteurs économiques, sociaux et politiques sur le mode d'une interaction se fondant sur le principe [...] de « la relativisation de la puissance publique à différents niveaux, local, national et international »^{46, 47}.

La gouvernance locale a ceci de plus que ce sont des acteurs locaux qui prennent part à la négociation.

⁴³ *Ibid.*, p.12.

⁴⁴ Secrétariat au développement des régions. *Politique de soutien au développement local et régional*. Sainte-Foy : Publications du Québec, 1997.

⁴⁵ LEVESQUE, B. *op. cit.*, p.17.

⁴⁶ GAUDIN, J-P. *Pourquoi la gouvernance ?* Paris : Presses de la FNSP, 2002. p.11.

⁴⁷ CANET, R. « Qu'est-ce que la gouvernance ? ». *Conférences de la Chaire MCD*. 16 mars 2004. En ligne : <http://www.chaire-cd.ca>.

1.2 Les spécificités du milieu prises en compte

Pour Vachon, les actions de développement local « supposent l'identification à un espace et l'appropriation de celui-ci ; elles sont donc **profondément ancrées dans un territoire**⁴⁸, c'est-à-dire qu'elles sont intimement liées à l'environnement dans lequel elles ont cours »⁴⁹ et qu'elles s'appuient sur des ressources locales.

L'environnement évoqué par Vachon est double. Il y a, d'une part, l'environnement géographique, qui comprend notamment la « localisation, [la] topographie, [le] climat [et la] densité de population »⁵⁰ du milieu concerné. Et il y a, d'autre part, l'environnement culturel, qui comprend « l'ensemble des comportements, des savoirs, des relations [et] des coutumes qui modèlent une société »⁵¹ Quant à elles, les ressources locales désignent, sur un territoire donné, tout « ce que l'homme peut ou veut utiliser. »⁵² Avec la notion de ressources locales, l'idée est de valoriser un potentiel local (par exemple des « terres autrefois productives [qui] sont laissées en friche »⁵³) avant d'injecter des ressources extérieures (construire des routes, des ports, des aéroports, etc...⁵⁴). Une action peut donc être considérée comme ancrée localement si elle est cadrée par ces éléments (géographie du territoire, culture des habitants, ressources locales), c'est-à-dire si ces derniers déterminent en même temps la problématique qu'elle vise et les solutions qu'elle y apporte.

Pour Vachon le lien entre les caractéristiques du territoire et les actions mises en place semble logique, voire naturel :

On se représente facilement les différences qui existent entre une industrie située près d'un grand centre urbain et une autre établie dans une région périphérique ; entre une collectivité urbaine et une collectivité rurale, dont l'habitat et les activités sont, dans le premier cas, concentrés, et dans le second, dispersés; entre une ville érigée sur une plaine et une autre blottie en montagne; etc. Ces caractéristiques ne sont pas sans conséquences dans la mise en application de politiques de développement.⁵⁵

Puisque des différences existent d'un territoire à l'autre, Vachon précise qu'une même action n'est pas transposable d'un milieu à un autre :

Toute tentative de reproduction, sans appréciation, d'un projet de développement risque, sinon de connaître l'échec, de se heurter à de

⁴⁸ En gras dans le texte.

⁴⁹ VACHON, B. *op. cit.*, p.93.

⁵⁰ *Ibid.*, p.94.

⁵¹ *Ibid.*, p.93.

⁵² *Ibid.*, p.95.

⁵³ *Ibid.*, p.96.

⁵⁴ LÉVESQUE, B. *op. cit.*, p.10.

⁵⁵ VACHON, B. *op. cit.*, pp.94-95.

grandes difficultés dues à une inadéquation entre les objectifs poursuivis et les moyens de les atteindre. Les solutions efficaces ne doivent rien à l'imitation.⁵⁶

1.3 Un pouvoir d'action confié aux acteurs locaux et aux citoyens

Pour Vachon, « le développement local, c'est une stratégie dans laquelle les acteurs sont les bénéficiaires. »⁵⁷ Les acteurs qui initient et participent à des projets de développement local sont implantés sur le territoire visé : des élus municipaux, des associations, des institutions qui ont des mandats de développement local et régional confiés par le gouvernement (les Conférences régionales des élus, les forums jeunesse, les Centres locaux de développement, etc...), des entrepreneurs, le milieu scolaire, les habitants, etc...

Le rôle de ces acteurs locaux serait central puisque, selon le principe du respect des spécificités culturelles (modes de pensées), un projet qui vise un territoire ne pourrait être conçu que si ce sont les acteurs locaux eux-mêmes qui ont décidé d'intervenir dans leur milieu :

[...] tout véritable processus de développement repose d'abord sur la reconnaissance par les individus et les collectivités que des changements sont nécessaires et que les efforts et le temps qu'ils auront investis pour les accomplir leur permettront d'accéder à un degré plus élevé de satisfaction et à une qualité de vie supérieure.⁵⁸

Mais initier un projet nécessite aussi d'avoir un pouvoir d'action, une marge de manœuvre. Ainsi, toujours pour Vachon, « une place plus grande doit être accordée au pouvoir local. »⁵⁹ Selon Proulx, la décentralisation offre justement, « à la base, des moyens pour favoriser la prise en main collective du développement. »⁶⁰ En effet, le transfert de responsabilités aux paliers régional et local semble ne pas concerner uniquement les élus locaux mais bien l'ensemble de la population, qui est associé à la prise de décision grâce au principe de la gouvernance locale :

Plusieurs études ont souligné les vertus de la décentralisation considérée comme un moyen de donner aux populations locales plus de droit sur [leurs ressources] (Anderson et al. 2006), un processus de redistribution du pouvoir, des ressources et des facilités administratives à divers paliers de gouvernements et des communautés (Agrawal et Ostrom, 2001 ; Agrawal et Ribot, 1999) [...] ou comme une réforme visant à améliorer la participation

⁵⁶ *Ibid.*, p.93.

⁵⁷ VACHON, B. *op. cit.*, p.92.

⁵⁸ *Ibid.*, p.94.

⁵⁹ *Ibid.*, p.96.

⁶⁰ PROULX, M-U. *Territoires et développement. La richesse du Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2011. p.208.

des populations pour une gouvernance locale efficace et équitable (Ribot, 2003).⁶¹

Alors que la gouvernance locale implique de multiples acteurs locaux, Mbairamadj, comme d'autres, fait un lien plus spécifique entre gouvernance locale et participation des populations. Cette insistance sur ce lien montre que la participation des citoyens qui devrait être implicite dans la gouvernance locale est en fait un idéal difficile à atteindre et qu'il faut sans cesse rappeler. Ainsi, selon Canet :

Nous n'avons qu'à regarder autour de nous, que ce soit sur le plan national ou international, pour nous rendre compte que le pouvoir est toujours très présent, que les tensions sociales sont grandes, que la violence se perpétue et que les inégalités s'accroissent. Ne doit-on pas y voir une certaine contradiction entre le discours entourant le concept de gouvernance, et la réalité sociale contemporaine ? En somme, la gouvernance ne serait-elle qu'une simple idéologie au sens le plus classique du terme ? [...] Il ne doit pas y avoir une seule vision de la gouvernance. À la *gouvernance privatisée*⁶² qui ne convie la société civile dans ses instances de négociation que pour mieux entériner les décisions favorables au secteur privé, doit être opposée une véritable *gouvernance citoyenne*⁶³ qui permettrait de pallier les dysfonctionnements de la démocratie représentative [...] ⁶⁴.

Au niveau local, Vachon identifie quatre formes de participation des citoyens qui contribuent à une gouvernance citoyenne : « assister à une réunion d'information; donner un avis sur une action à mener; assumer des responsabilités au sein d'un conseil d'administration; être partenaire dans une opération de projet collectif. »⁶⁵ Partageant les mêmes craintes que Canet, il précise que ces formes de participation doivent s'accompagner de certaines « conditions indispensables à l'instauration d'une réelle participation des citoyens au projet de développement local »⁶⁶ : les citoyens doivent être informés de la possibilité de participer ; ils doivent être sensibilisés et formés aux enjeux du projet afin qu'ils se considèrent capables d'y participer ; il faut prévoir « une modification importante des structures administratives que l'on trouve dans les différentes institutions et organisations à tous les paliers de décisions »⁶⁷ afin qu'il y ait un réel « **partage du pouvoir**⁶⁸ de décider et de réaliser le développement »⁶⁹.

⁶¹ MBAIRAMADJI, J. « De la décentralisation de la gestion forestière à une gouvernance locale des forêts communautaires et des redevances forestières au Sud-est Cameroun ». In [Vertigo] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol.9, n°1, 2009. <http://vertigo.revues.org/8614>.

⁶² En italique dans le texte.

⁶³ En italique dans le texte.

⁶⁴ CANET, R. *op. cit.*, pp.7-8.

⁶⁵ VACHON, B. *op. cit.*, p.164.

⁶⁶ *Ibid.*, p.166.

⁶⁷ *Ibid.*, p.162.

⁶⁸ En gras dans le texte.

⁶⁹ *Ibid.*, p.163.

Ces conditions remplies, les citoyens peuvent être considérés comme de véritables acteurs locaux dotés d'un pouvoir d'action et comme des partenaires à part entière des projets qui visent leur milieu.

Pour conclure cette section sur les acteurs locaux et affirmer encore leur rôle dans le développement local et régional, on pourrait aller encore plus loin et affirmer, comme Aydalot, que le territoire visé par un projet n'est pas un territoire donné en soi ou correspondant forcément à un découpage administratif. Il serait plutôt construit au gré des acteurs locaux participants et des partenariats qu'ils nouent :

Le développement territorial fait référence à un espace géographique qui n'est pas donné, mais construit. Construit par l'histoire, une culture et des réseaux sociaux qui en dessinent les frontières. Le contenu définit le contenant : les frontières du territoire sont les bornes (mouvantes) de réseaux socio-économiques. Là où s'éteint le réseau se termine le territoire.⁷⁰

1.4 Une ouverture sur l'extra-local et l'extrarégional

Les actions de développement local, les actions qui émergent d'un mode de gestion décentralisé et les actions qui se fondent sur le principe de la gouvernance locale ont toutes une assise territoriale. Cependant, des éléments extrarégionaux composent aussi ces actions. On peut citer le soutien financier du gouvernement national (par exemple le Fonds régional d'investissement jeunesse pour les forums jeunesse), qui implique aussi une reddition de compte (faire le bilan de ses actions au gouvernement). En outre, valoriser en premier lieu les ressources locales n'empêche pas de faire appel à une aide extérieure, si elle est décidée par le milieu local et non imposée : « En ayant recours à des compétences extérieures, la collectivité ne se trouve pas à déléguer ses responsabilités et son pouvoir d'action, mais à augmenter sa capacité d'agir par elle-même et à remplacer des rapports de domination et de dépendance par des alliances et des liens de solidarité. »⁷¹ Enfin, nous pouvons encore mentionner « le réseautage des initiatives locales »⁷² qui crée une « solidarité interterritoriale »⁷³ et qui permet d'aller au-delà de la concurrence induite par la course aux ressources exogènes (au financement du gouvernement par exemple) à laquelle participent les collectivités et qui en même temps les affaiblit. Nous verrons d'ailleurs plus loin que ceci s'applique au cas des forums jeunesse régionaux du Québec.

⁷⁰ AYDALOT, P. *Economie régionale et urbaine*. Paris : Économica, 1985. p.109.

⁷¹ VACHON, B. op. cit., pp.98-99.

⁷² KLEIN, J-L. « Territoire et développement. Du local à la solidarité interterritoriale ». In MASSICOTTE, G. (dir.) *Sciences du territoire*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008. p.329.

⁷³ KLEIN, J-L. *Ibid.*, p.329.

1.5 Conclusion

En somme, le développement local, la décentralisation et la gouvernance locale sont des notions qui s'entrecroisent et qu'il est difficile d'évoquer isolément. Elles révèlent toutes les trois un intérêt marqué pour les paliers régional et local, auxquels le gouvernement central confie des responsabilités. Ce pouvoir accordé aux acteurs locaux, des élus locaux jusqu'aux citoyens, leur permet de décider *par* eux-mêmes des projets qu'ils souhaitent *pour* leur milieu, lequel est caractérisé par une géographie, une culture et des ressources particulières. Puisque notre objectif de recherche est de comprendre de quelle(s) façon(s) s'ancrent localement et régionalement les actions des forums jeunesse (et notamment pour voir si cet ancrage s'actualise en prenant en compte les spécificités régionales et locales), il nous a semblé important que le deuxième axe de notre revue de littérature soit basé sur les contrastes locaux et régionaux que l'on retrouve au Québec.

2. LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES QUÉBÉCOIS

Ce deuxième axe de la revue de littérature vise à mettre en évidence quelques traits qui distinguent non seulement les régions entre elles mais aussi certains espaces infrarégionaux au Québec. Pour ce faire, nous examinerons deux typologies des territoires régionaux et infrarégionaux québécois. La première permet de distinguer et caractériser les régions administratives du Québec, qui sont les territoires de référence des forums jeunesse. La deuxième typologie transcende les frontières des régions administratives, puisqu'elle distingue les milieux selon qu'ils soient ruraux ou urbains, deux types de milieux qui coexistent dans (presque) toutes les régions administratives.

2.1 Des régions ressources, des régions manufacturières et des régions urbaines

Le Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation du Québec (MDEIE) a créé une typologie des régions à partir de données statistiques régionales portant sur la démographie, le marché du travail, la structure industrielle et le niveau de vie.⁷⁴ À partir de ces critères, le MDEIE a identifié trois grands types de

⁷⁴ Ministère du Développement économique, de l'Innovation et l'Exportation. *Portrait socioéconomique des régions du Québec*. Édition 2011. L'édition 2011 est encore disponible sur le site : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/regions/portraits_regionaux/portrait_socio_econo.pdf.

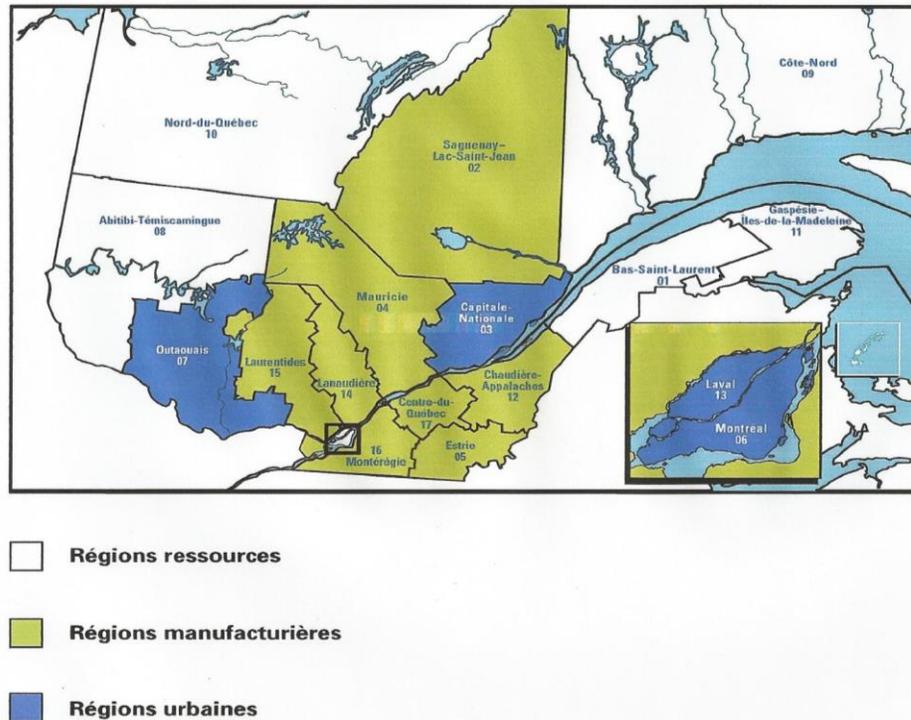
régions « qui se démarquent les uns des autres par leur structure économique et leurs conditions de développement »⁷⁵ :

- Les régions *ressources* se caractérisent par une faible densité de population et par une dépendance à l'exploitation des ressources naturelles. Elles comprennent l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte Nord, la Gaspésie-Îles de la Madeleine et Bas-Saint-Laurent et le Nord-du-Québec.
- Les régions *manufacturières* se caractérisent par leur proximité avec les régions urbaines et par une présence importante d'industries. Elles comprennent le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, Lanaudière, les Laurentides, la Montérégie, le Centre du Québec, l'Estrie et la Chaudière Appalaches.
- Les régions *urbaines* se caractérisent par un milieu rural très restreint et par une économie fortement tournée vers le secteur tertiaire. Elles comprennent l'Outaouais, la Capitale Nationale, Laval et Montréal.

La carte liée à cette typologie et qui représente les régions administratives en couleur selon leur catégorie permet de mieux se figurer ce classement. On constate que les régions manufacturières forment véritablement un bloc qui s'étend du sud avec la Montérégie et l'Estrie jusqu'au nord avec le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les régions ressources et les régions urbaines sont quant à elles un peu plus éparpillées.

⁷⁵ Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'exportation. *Portrait socioéconomique des régions du Québec*. Édition 2011. p.10.

Carte des régions administratives du Québec



Carte 1: Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Portrait socio-économique des régions du Québec. 2011.

Les principales caractéristiques distinctives de ces trois catégories de régions étant multiples, nous les résumons ici sous forme de tableaux pour un aperçu plus rapide :

Caractéristiques du développement économique

Régions ressources	Régions manufacturières	Régions urbaines
Niveau de développement économique inférieur à la moyenne. Hydroélectricité et extraction des ressources.	En milieu de peloton pour le développement économique. Importante place du secteur manufacturier.	Niveau de développement économique plus élevé que dans les autres régions. Place prépondérante du secteur tertiaire.

Caractéristiques démographiques

	Régions ressources	Régions manufacturières	Régions urbaines
Population ⁷⁶	578.642	3.573.487	3.390.246
Croissance démographique 2000-2010	Décroissance démographique.	Croissance démographique.	Croissance démographique.
Taux de migration interrégionale des 15-29 ans ⁷⁷	Négatif	Négatif	Positif
Taux de migration interrégionale des 25-34 ans ⁷⁸	Positif	Positif	Négatif
Part des habitants vivant en milieu rural	58,00 %	27,00 %	4,00 %
Indice de fécondité	1,90 %	1,80 %	1,60 %
Proportion des personnes âgées de 65 ans et plus	16,00 %	15,00 %	15,00 %
Proportion de jeunes 15-29 ans	18,10 %	18,60 %	20,50 %
Proportion de jeunes 15-34 ans ⁷⁹	23,00 %	24,70 %	27,20 %
Part des 15-34ans parmi l'ensemble des 15-34ans du Québec. ⁸⁰	7,00 %	47,00 %	46,00 %
Indice de remplacement ⁸¹	78,00 %	84,00 %	121,00 %

⁷⁶ La population de chaque catégorie de régions a été calculée à partir des chiffres de la population de chaque région donnés par l'Institut de la Statistique du Québec. Institut de la Statistique du Québec. *Québec chiffres en main*. Édition 2011. pp. 47-63.

⁷⁷ Les taux de migrations ont été calculés à partir des taux de migration internes au Québec 2010-2011 fournis par l'Institut de la Statistique du Québec. [Http://www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca). Visité le 3/10/2012.

⁷⁸ Les taux de migrations ont été calculés à partir des taux de migration internes au Québec 2010-2011 fournis par l'Institut de la Statistique du Québec. [Http://www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca). Visité le 3/10/2012.

⁷⁹ Le *Portrait socioéconomique* indique uniquement la proportion des 15-29 ans. Puisque les forums jeunesse visent les jeunes jusqu'à 34/35ans ans, nous avons voulu considérer la même tranche d'âge dans les statistiques présentées. La proportion des 15-34 ans a été calculée à partir des chiffres 2010 de l'Institut de la statistique du Québec. [Http://www.stat.gouv.qc.ca](http://www.stat.gouv.qc.ca).

⁸⁰ Idem.

⁸¹ L'indice de remplacement calcule le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans).

Caractéristiques du marché du travail

	Régions ressources	Régions manufacturières	Régions urbaines
Taux de croissance de l'emploi	0,60 %	1,30 %	1,60 %
Taux de chômage des 15-29 ans.	11,2 % GÎM : 18 %	11,50 %	11,3 % Capitale-Nationale : 8 %

Caractéristiques de la structure industrielle

	Régions ressources	Régions manufacturières	Régions urbaines
Part en région du secteur tertiaire	76,00 %	73,00 %	86,00 %
Part en région du secteur secondaire	17,00 %	24,00 %	13,00 %
Part en région du secteur primaire	7 % (11 % pour l'A-T)	3,00 %	1,00 %

Caractéristiques du niveau de vie

	Régions ressources	Régions manufacturières	Régions urbaines
Part du PIB	7,00 %	41,00 %	52,00 %
Niveau du revenu d'emploi par habitant	Inférieur à la moyenne québécoise	Comparable à la moyenne québécoise	Comparable à la moyenne québécoise
Rapport de dépendance économique (transferts gouvernementaux par tranche de 100\$ de revenu d'emploi).	35	23	22

2.2 Un milieu urbain et un milieu rural

Les catégories « milieu urbain » et « milieu rural » viennent compléter la classification que nous venons de voir et qui masque les disparités qui peuvent exister au sein d'une même région. Par exemple, le titre de « régions urbaines » utilisé par le MDEIE peut masquer le fait que, même s'ils sont peu nombreux, 4% des habitants de ces régions vivent en milieu rural. Ce chiffre s'élève à 27 % pour les régions manufacturières. À l'inverse, la notion de « régions ressources » peut faire oublier le fait que 42 % des habitants de ces régions vivent dans des milieux urbains.

Ces chiffres s'appuient sur une définition de la *Politique nationale de la ruralité 2007-2014*⁸² du Québec, qui considère comme rurales les municipalités de moins de 10 000 habitants et certaines municipalités de moins de 13 000 habitants dont l'« aire d'influence [...] se limite au territoire de leur MRC [municipalité régionale de comté]. »⁸³ Selon cette définition, un peu moins de 2 millions d'habitants vivent en milieu rural, soit environ 25 % de la population québécoise. De plus, selon Solidarité rurale du Québec, l'instance-conseil du gouvernement du Québec en matière de ruralité, cette population rurale occupe 90 % du territoire habité.⁸⁴

Dans le cadre d'une analyse sociologique, cette différenciation du territoire semble pertinente à souligner puisque des chercheurs l'utilisent dans le cadre de leurs travaux. C'est par exemple le cas du Groupe de recherche sur la migration des jeunes (GRMJ), qui s'intéresse aux comportements migratoires des jeunes québécois.⁸⁵ LeBlanc, chercheur affilié au GRMJ, a notamment comparé les trajectoires migratoires des jeunes urbains et celles des jeunes ruraux.⁸⁶ Si ces jeunes, quelle que soit leur origine, se rejoignent sur bien des aspects, certains de leurs comportements diffèrent néanmoins (les jeunes ruraux sont plus mobiles que les jeunes urbains, par exemple). Nous reprendrons donc cette distinction entre zones infrarégionales dans nos analyses.

2.3 Les limites de l'influence du territoire sur le vécu des individus

Alors que nous venons de voir deux façons de découper le territoire (d'une part avec les catégories « régions urbaines », « régions manufacturières » et « régions ressources », d'autre part avec les catégories « milieu rural » et « milieu urbain ») qui serviront notamment à vérifier si un type d'actions donné des forums jeunesse se retrouve dans d'autres milieux du même type, nous voudrions nuancer l'impact du territoire sur le vécu des jeunes. Trois remises en questions de cette influence peuvent être avancées. La première concerne l'opposition entre le rural et l'urbain, qui perdrait de sa force. Alors que la ruralité était jusqu'au début du XX^e siècle presque exclusivement centrée sur

⁸² Ministère des Affaires municipale et des Régions. *Politique nationale de la ruralité 2007-2014*. Québec, Gouvernement du Québec, 2006.

⁸³ *Ibid.*, p.23.

⁸⁴ Solidarité rurale du Québec. « Territoire et démographie ». *Solidarité rurale du Québec*. Consulté le 7 février 2013. <http://www.ruralite.qc.ca/fr/Ruralite/Territoire-et-demographie>.

⁸⁵ Le Groupe de recherche sur la migration des jeunes (GRMJ) a été créé en 1995 par Madeleine Gauthier, UCS-INRS.

⁸⁶ LEBLANC, P. « Migration des jeunes originaires des milieux ruraux et urbains du Québec. Une analyse comparative de leur participation à la société mobile. » In GAUTHIER, M., LEBLANC, P. *Jeunes et dynamiques territoriales. Tome 1 : Migrations*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008.

l'exploitation des ressources, elle est devenue aujourd'hui, selon LeBlanc, « multifonctionnelle »⁸⁷ :

Le rural, c'est encore et toujours un espace d'extraction ou de production, mais aussi de plus en plus un lieu de résidence pour des travailleurs urbains, un territoire de loisir, un paysage qu'il faut entretenir et embellir ainsi qu'une nature à préserver. Par ailleurs, l'omniprésence de l'automobile qui facilite les déplacements quotidiens ou hebdomadaires vers la ville, l'accès aux multiples chaînes de télévision par câble ou par satellite ou encore la présence forte d'Internet dans les foyers ruraux font que les comportements et les valeurs des gens vivant en milieu rural tendent à s'homogénéiser à celles des résidents urbains.⁸⁸

Cette idée rejoint celle de Le Breton, qui parle d'une « désinstitutionnalisation des territoires », qui serait due à la mobilité grandissante des individus.⁸⁹ LeBlanc précise ce concept :

À une inscription forte et à une identification importante des gens au territoire où ils vivent, souvent celui où ils sont nés, on passe à une situation où l'on habite plusieurs territoires (par exemple, celui de la ville pour le travail durant la semaine et celui de chalet à la campagne durant les fins de semaine). Si pendant longtemps les territoires ont socialisé les individus, leur transmettant des manières particulières de penser et d'agir contribuant à développer un sentiment d'appartenance fort, avec la mobilité grandissante, les modèles de comportement deviennent plus nombreux et ne s'imposent plus de façon aussi prégnante aux individus, permettant à ceux-ci de choisir, à tout le moins en partie, leur inscription territoriale.⁹⁰

Enfin, cette désinstitutionnalisation des territoires s'accompagne de l'apparition de ce que, suite à Stock, LeBlanc nomme « des individus géographiquement pluriels [qui] s'impliquent dans plusieurs lieux différents ». Être géographiquement pluriel, c'est

[habiter] temporaire[ment] plusieurs lieux et [avoir] la capacité de transformer des lieux étrangers en lieux familiers, voire même de donner des significations différentes à un même lieu selon [ses] pratiques (aller à Québec pour un congrès n'est pas la même chose que d'y aller pour une fin de semaine d'amoureux). Être géographiquement pluriel, cela veut dire également que les individus sont à la fois capables de gérer sur le plan de la construction identitaire plusieurs référents de différentes échelles qui s'emboîtent (locale, régionale, nationale, etc.), d'accumuler dans le temps plusieurs lieux identitaires ou de bâtir leur identité à partir de plusieurs lieux en même temps.⁹¹

⁸⁷ *Ibid.*, p.152.

⁸⁸ *Ibid.*, p.152.

⁸⁹ LE BRETON, E. « Homos mobilis ». In BONNET, M., AUBERTEL, P. *La ville aux limites de la mobilité*. Paris : PUF, 2006. pp.23-31.

⁹⁰ LEBLANC, P. *op. cit.*, pp.154-155.

⁹¹ *Ibid.*, p.155.

En somme, si l'appartenance au territoire conditionne encore partiellement certains comportements et qu'elle reste un vecteur important d'identification pour les jeunes, des changements socio-structurels récents conduisent ce lien à se relâcher. Il n'en demeure pas moins que la distinction est toujours importante en ce qui a trait notamment à l'implantation de certaines actions liées au développement local.

2.4 Conclusion

Puisque notre questionnement sur l'ancrage local et régional des actions des forums jeunesse part de l'idée que ces actions sont adaptées au milieu dans lequel elles ont cours, il nous semblait nécessaire d'examiner les typologies mettant de l'avant la diversité de ces milieux. Deux façons de découper le territoire québécois ont été exposées ici. La première, du ministère du Développement économique (MDEIE), regroupe les régions administratives en trois catégories, à partir essentiellement de ce qui fonde leur économie. La seconde, portée par le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire (MAMROT), rend plutôt compte des milieux urbains et des milieux ruraux du Québec.

Juxtaposés, ces deux découpages s'entrecroisent en fait dans la distinction entre ce qui est régional et ce qui est local. À l'échelle régionale, un territoire quelconque peut être dit « urbain » (la région administrative de la Capitale nationale par exemple), alors que, à l'échelle locale, on pourra remarquer une diversité inter-régionale au sein de cette région (la MRC de Charlevoix est considérée comme rurale tandis que la ville de Québec est considérée comme urbaine). Cette réalité territoriale multiple, dépendante de la magnitude de la loupe avec laquelle on l'observe, complexifie mais aussi enrichit notre questionnement sur les actions des forums jeunesse. En effet, elle nous rappelle que le milieu auquel on souhaite adapter les actions peut être de diverses échelles. Pourtant, d'autres forces sont également à l'œuvre, à une époque où les modes de penser et d'agir semblent de moins en moins dépendre d'un territoire bien précis; une telle tendance pourrait-elle rendre caduque l'idée que les actions devraient être adaptées à leur milieu?

Les prochaines sections, plus empiriques (méthodologie et principaux résultats de la recherche), permettront de voir comment ces questions et éléments conceptuels et théoriques peuvent se retrouver sur le terrain.

Méthodologie

La recherche que nous avons menée visait à documenter les actions mises de l'avant par les divers forums jeunesse régionaux du Québec. L'objectif était de comprendre la façon dont ces actions sont ancrées aux niveaux local et régional ; celles-ci forment donc la principale unité d'analyse de la recherche. S'adaptant à cet objectif, la démarche de recherche adoptée est une démarche inductive, ce qui implique de partir du terrain pour remonter vers des aspects plus généraux et construire les concepts, voire des élaborations théoriques. Cette approche permet de ne pas s'enfermer dans des catégories déjà préétablies, qui empêcheraient de découvrir d'autres éléments pertinents. Elle permet aussi de reconsidérer des façons de voir que l'on pourrait tenir pour évidentes ou allant de soi. La méthodologie est qualitative et, conformément à notre unité d'analyse, elle prend la forme d'études de cas. La collecte d'informations sur les actions des forums jeunesse régionaux, facilitée par une démarche partenariale, repose sur trois méthodes complémentaires, soit l'observation, l'analyse documentaire et les entretiens semi-dirigés.

1. UNE DÉMARCHE PARTENARIALE

Comme processus, la recherche partenariale repose sur une « coopération entre chercheurs et acteurs des autres milieux professionnels. »⁹² Dans notre cas, la collaboration s'est établie entre la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec et l'Observatoire Jeunes et Société. Dans une démarche partenariale en sociologie, la coopération peut s'exprimer par une « co-construction entre scientifiques et acteurs de la société civile »,⁹³ ce qui signifie que ces derniers participent « au processus de recherche lui-même. »⁹⁴ Un équilibre doit être trouvé entre la contribution des chercheurs et des acteurs de la société civile. Pour qu'une recherche continue à être partenariale, le chercheur doit laisser de la place aux connaissances des milieux pratiques tout en évitant « de se borner à répondre aux commandes institutionnelles avec une stricte posture de recherche appliquée. »⁹⁵

⁹² GILLET, A., TREMBLAY, D-G. « Pratiques, analyses et enjeux de la recherche partenariale. Une introduction ». *Revue Interventions économiques* [En ligne], 43, 2011, p.2. <http://interventionseconomiques.revues.org/1345>.

⁹³ Ibid., p.3.

⁹⁴ Ibid., p.3.

⁹⁵ Ibid., p.3.

La co-construction de ce projet de recherche au sujet de l'ancrage régional des actions des forums jeunesse s'est manifestée dès la première rencontre entre la Table de concertation des forums jeunesse et l'Observatoire Jeunes et Société. Le mandat, bien que proposant une idée du type de recherche qu'il souhaitait (une recherche qui fasse connaître le dispositif des forums jeunesse), était tout à fait ouvert à être reformulé par les chercheurs. Ces derniers, s'appuyant sur des explications du mandant quant au rôle des forums jeunesse et à l'importance de la dimension régionale, ont ainsi pu remanier et préciser la demande en des termes scientifiques, conservant ainsi leur indépendance face à la commande institutionnelle. La nature même du questionnement a donc fait l'objet de quelques allers-retours permettant d'assurer qu'ils conviennent à la nature des objectifs des deux partenaires.

Par la suite, la Table de concertation des forums jeunesse a participé à la recherche de diverses manières. Premièrement, par son rôle de « facilitateur », elle nous a permis d'assister aux rencontres nationales des forums jeunesse qui ont constitué un lieu d'observation privilégié des dynamiques internes aux forums jeunesse, notamment les tensions entre leur visibilité en tant que réseau national et leur volonté de développer une identité régionale propre. Elle nous a ensuite fourni l'inventaire des actions 2009-2011 en participation citoyenne qui a été un outil central dans la recherche. Enfin, elle a agi en tant qu'intermédiaire entre nous et les forums jeunesse, avertissant ceux-ci du fait qu'ils pourraient être contactés pour répondre à nos questions.

Outre ces rôles de facilitateur et d'intermédiaire, qui ne suffiraient pas à eux seuls à qualifier une recherche de « partenariale », il est important de souligner le travail de rétroaction voire de « pré-action » de la Table de concertation, du comité recherche de la Table de concertation et des forums jeunesse dans leur ensemble. Ainsi, outre la validation du devis de recherche d'origine, le comité recherche est demeuré actif à plusieurs autres étapes de la recherche. En particulier, il a été invité à donner son avis sur la pertinence des dix actions sélectionnées pour faire l'objet d'entrevues, avis que nous avons pris en compte en modifiant le choix de deux actions, qui ont été remplacées par d'autres. L'occasion de poser des questions et de formuler des commentaires a aussi été donnée aux forums jeunesse eux-mêmes, lors de trois de leurs rencontres nationales. Chaque fois, outre la présentation de l'avancement de la recherche, notre objectif était de recueillir leurs impressions afin de les intégrer à l'évolution puis à la finalisation de la recherche. La dernière de ces occasions a permis d'obtenir une rétroaction sur des résultats préliminaires assez exhaustifs; cette présentation a donc fait office de session de transfert des connaissances, mais les remarques positives qui ont suivi nous ont confortées dans nos interprétations, ainsi que dans la rédaction finale du présent rapport.

Les forums jeunesse se sont reconnus dans l'analyse que notre regard extérieur leur fournissait.

2. LA COLLECTE DES DONNÉES

La collecte de données, rendue possible grâce à la coopération de la Table de concertation des forums jeunesse et celle des forums jeunesse dans leur ensemble, s'est faite selon des techniques qualitatives : observation, analyse documentaire et entrevues.

2.1 L'observation

Nous avons assisté à quatre rencontres nationales des forums jeunesse (en janvier, mars et juin 2012 puis en janvier 2013)⁹⁶. Ce sont essentiellement les deux premières rencontres qui ont fait l'objet d'observation ; lors des deux dernières, notre présence était plus brève et consistait surtout à présenter l'avancement de la recherche. Les périodes d'observation en tant que telles sont intervenues au tout début de la recherche alors que nous étions encore dans une phase de familiarisation avec les forums jeunesse et leur dynamique réelle. En orientant notre attention sur le thème de la dimension régionale des actions – thème qui était ressorti lors de notre première rencontre avec la Table de concertation – ces observations nous ont permis de mieux saisir l'enjeu qui traverse les forums jeunesse, à savoir la tension entre, d'une part, la visibilité qu'ils ont en tant que réseau national et, d'autre part, le fait que chacun souhaite néanmoins garder son identité propre et développer des actions spécifiques. Quelques observations bien précises sont mentionnées dans la partie sur les résultats de l'analyse pour aider à illustrer nos propos.

2.2 L'analyse documentaire

L'analyse documentaire a été réalisée à partir d'un inventaire produit par la Table de concertation des forums jeunesse. Il s'agit d'une compilation de 316 actions qui ont été déployées par les forums jeunesse de 2009 à 2011 pour sensibiliser les jeunes à la participation citoyenne. Les actions sont classées selon leur axe d'intervention (éducation à la citoyenneté, promotion et reconnaissance de l'engagement des jeunes, inciter les jeunes à participer aux instances démocratiques, soutien et accompagnement des initiatives des jeunes, participation électorale des jeunes) et selon le forum jeunesse initiateur. Outre ces deux entrées de classement, cet inventaire fournit diverses

⁹⁶ La Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec organise à plusieurs reprises dans l'année des rencontres auxquelles sont conviés tous les forums jeunesse pour discuter des enjeux communs, s'échanger de l'information sur les expériences de chacun dans sa région, etc.

informations : le titre de l'action, sa description en une ou deux phrases, le nombre de jeunes touchés, l'âge du public cible, la fréquence de l'action (ponctuelle ou continue) et son type de financement (lié à des programmes comme les Actions jeunesse structurantes, les Projets locaux et régionaux, etc.)). Notons que, pour aller plus loin, nous avons parfois cherché des informations complémentaires sur les sites internet des forums jeunesse et, à l'occasion, nous leur avons envoyé par courriel des demandes de précision.

En dépit de son indéniable utilité, cet inventaire présente des limites qui ont rendu difficile son analyse. Ainsi, il arrive à plusieurs reprises que différentes actions soient rangées ensemble dans une seule case, comme s'il ne s'agissait que d'une action. D'autre fois, il a été remarqué qu'une même action déployée par différents forums jeunesse se retrouve dans des axes d'intervention différents. Enfin, certaines actions sont incluses dans l'inventaire alors que leur description ne concerne pas d'action précise mais évoque plutôt des projets, par exemple « faire des actions dans des écoles ».

Malgré ses limites, ce document a servi d'assise pour dresser un portrait général des actions déployées par les forums jeunesse. Ce portrait, dépeint en suivant comme fil conducteur la question de la diversité ou de la ressemblance des actions d'un forum jeunesse à un autre, se base sur un recodage de l'inventaire. De manière inductive, nous avons fait émerger diverses catégories d'objectifs (par exemple, développer le sentiment d'appartenance des jeunes à leur région, outiller les jeunes qui veulent se présenter à une élection, etc.) et de formes (par exemple, jeu de société, rassemblement jeunesse, support multimédia, etc.) des actions. Dans un document de travail qui a pris la forme d'un tableau, nous avons ensuite précisé pour chacune des actions ses objectifs et ses formes selon cette nouvelle typologie. Les résultats de ce recodage sont présentés plus loin.

Outre le portrait général des actions, le document de compilation a servi pour la sélection des actions qui allaient faire l'objet d'une analyse plus détaillée. Cette analyse de cas multiples a constitué le deuxième temps de la recherche. Dix actions ont ainsi été choisies pour être étudiées plus spécifiquement grâce à des entrevues. L'échantillon, de type théorique (à la fois raisonné – reposant sur des critères précis – et aléatoire), a été constitué selon les critères de sélection suivants :

- Les projets sélectionnés devaient poursuivre des objectifs différents et revêtir des formes différentes.

- Les divers projets retenus devaient provenir d'une variété de régions. Afin d'assurer une certaine représentativité au niveau des régions, nous nous sommes appuyées sur la classification des régions selon leur structure économique, présentée plus haut.
- Nous avons aussi exclu les actions initiées par des organismes nationaux (par exemple le Secrétariat à la jeunesse et l'Institut du Nouveau Monde). Nous souhaitons identifier des actions sur lesquelles les forums jeunesse ont davantage de « prise », c'est-à-dire un plus grand rôle quant à la conception, l'initiation et l'organisation, afin de maximiser les chances de recueillir un discours conséquent lors de l'entrevue.

2.3 Les entrevues et leur analyse

Dix actions ont fait l'objet d'entrevues enregistrées, menées en 2012 avec les agents de participation citoyenne ou les directeurs généraux des forums jeunesse initiateurs de ces dix actions. Les entrevues réalisées sont des entrevues essentiellement ouvertes, c'est-à-dire avec une consigne de départ suite à laquelle le répondant a été invité à parler librement et à faire le récit de l'action à l'étude comme s'il s'agissait d'un récit de vie. Ces entretiens s'apparentent néanmoins quelque peu aux entrevues de type semi-dirigées, dans la mesure où nous avons en tête une série de thèmes à couvrir, vers lesquels nous pouvions guider le répondant au besoin. Les entrevues documentent en particulier le processus de conception des activités, notamment afin de comprendre le poids relatif de divers facteurs, dont les particularités locales, le cadre de référence commun et les règles de base établies par le Secrétariat à la Jeunesse.

Nous ne disposions pas des ressources (budgétaires et temporelles) nécessaires pour nous rendre dans les régions afin de réaliser les entrevues en face à face. Elles ont donc été réalisées soit par un système de visio-conférence (soit Skype soit Via, le système d'enseignement à distance de l'INRS) soit par téléphone. Ces procédés auraient pu présenter un frein au climat de confiance nécessaire pour réaliser des entrevues. Toutefois, les désavantages éventuels ont été contrebalancés par le fait que les personnes interviewées avaient presque toutes déjà été rencontrées ou croisées dans le cadre des rencontres nationales. Les entrevues duraient approximativement une heure.

Les entrevues ont ensuite fait l'objet d'une analyse thématique. Elles ont donc été réécoutées (non retranscrites) et étudiées à l'aide d'une grille d'analyse commune à toutes, permettant d'extraire les informations pertinentes peu importe le moment où elles avaient émergé en cours d'entretien. Cette grille d'analyse a été conçue à partir du schéma d'entretien, mais aussi des thématiques ayant émergé dans les entretiens. Les

informations extraites des entrevues ont ainsi été classées sous les thèmes transversaux suivants : « l'échelle de l'action », « la naissance du projet », « un facteur extrarégional ? », « les partenaires du projet », « le déroulement de l'action », « l'évaluation de l'action », « la reconduction de l'action ? » et « autres », cette dernière rubrique permettant de faciliter encore l'émergence de nouvelles thématiques, conformément à l'approche générale de l'induction sociologique. À l'étape de la rédaction, ces thèmes ont été à nouveau remaniés afin de donner une structure cohérente à la présentation des résultats de l'analyse des entrevues.

Les dix actions retenues pour les études de cas sont les suivantes :

Un dîner des organismes communautaires dans une région manufacturière. Sur l'heure du dîner, dans une école, le forum jeunesse et ses partenaires ont organisé une rencontre entre les jeunes et des organismes communautaires qui ont tenu des kiosques.

Un jeu de société régional dans une région urbaine. Le forum jeunesse et ses partenaires ont élaboré un jeu de société pour faire découvrir aux jeunes leur région.

Un rassemblement jeunesse dans une région ressource. Le forum jeunesse, soutenu financièrement par ses partenaires, a organisé un rassemblement jeunesse, composé de divers ateliers, pour tous les jeunes de la région.

Un conseil jeunesse dans une municipalité dans une région urbaine. Le forum jeunesse a soutenu financièrement et conseillé une municipalité qui souhaitait mettre en place un conseil jeunesse. Le projet n'a pas abouti.

Une journée de réseautage entre des jeunes immigrants et des intervenants dans une région manufacturière. Le forum jeunesse a organisé une journée de réflexion sur les bonnes pratiques de l'accueil des nouveaux arrivants dans la région.

Une consultation jeunesse électronique dans une région manufacturière. Le forum jeunesse et ses partenaires ont élaboré un questionnaire électronique pour connaître les besoins et les préoccupations des jeunes de 12 à 25 ans.

Une campagne pour intéresser les jeunes à la politique dans une région ressource. Le forum jeunesse et ses partenaires ont créé un site internet et différentes actions connexes pour susciter la participation des jeunes (vote ou candidature) aux élections municipales.

Des journées de promotion de la participation citoyenne dans une région manufacturière. Pendant une durée déterminée (quelques jours), le forum jeunesse a

promu sur son site internet les actions en participation citoyenne déployées dans la région par les écoles ou d'autres organismes.

Un guide pour favoriser la participation aux lieux décisionnels dans une région urbaine. Le forum jeunesse a conçu un guide en direction des organismes et un autre en direction des jeunes afin de faciliter la participation des jeunes au pouvoir de décision.

Une consultation jeunesse dans une municipalité d'une région manufacturière. Le forum jeunesse a organisé une consultation jeunesse à la mairie d'une municipalité pour permettre aux jeunes d'exprimer ce qu'ils souhaiteraient pour leur ville.

3. LA DÉNOMINALISATION

Aucun nom de forum jeunesse n'apparaît dans ce rapport; nous caractérisons la source des actions simplement selon le type de région dont elles émanent (région ressource, région urbaine, région manufacturière). Nous avons fait ce choix afin de monter en généralité nos descriptions des actions, puisque ce niveau d'abstraction confère aux résultats de la recherche aient une portée plus scientifique. En outre, cela permet que nos interprétations soient compréhensibles en dehors du milieu des forums jeunesse, voire en dehors du Québec ; de cette façon, la recherche et ses résultats n'en seront que plus intéressants pour les lecteurs d'autres provinces ou pays qui ne connaissent pas les régions du Québec. De même, grâce à un profil caractérisant les régions à l'étude selon leur type plutôt que leur nom, des chercheurs pourront effectuer d'éventuelles comparaisons avec les dispositifs et les régions de leur pays.

Analyse des actions des forums jeunesse Des actions similaires... ancrées régionalement et localement

Cette troisième partie concerne les résultats de la recherche empirique et vise à exposer les éléments qui ancrent les actions des forums jeunesse dans leur milieu régional. Nous verrons d'abord les résultats de l'analyse de l'ensemble des actions 2009-2011 en participation citoyenne. Le fil conducteur de cette première analyse est un questionnement sur les objectifs et les formes des actions. En effet, puisque les priorités d'action des forums jeunesse sont annoncées comme étant différentes d'une région à l'autre pour répondre à des besoins régionaux bien spécifiques, nous avons émis l'hypothèse que c'est concrètement dans les objectifs et dans les formes que ces actions sont appelées à varier d'une région à l'autre. C'est ce que nous avons souhaité approfondir. Suite à cette analyse globale des actions, nous nous concentrerons sur les dix études de cas portant sur quelques-unes des actions des forums jeunesse. Celles-ci ont permis de mettre en évidence des éléments d'ancrage qui ne pouvaient pas être perçus par l'étude de l'inventaire des actions.

1. LES ACTIONS DES FORUMS JEUNESSE : UNE COHÉRENCE DANS LEURS OBJECTIFS ET DANS LEURS FORMES

Nous avons appréhendé la question de la spécificité régionale des actions des forums jeunesse en identifiant trois niveaux différents de ressemblance des actions d'un forum jeunesse à un autre. On retrouve ainsi des actions parfaitement identiques, des actions semblables et des actions plus singulières. Afin de préciser ces niveaux de ressemblance ainsi que les processus qui peuvent y conduire, la description qui suit s'articulera autour d'exemples concrets.

1.1 Des actions parfaitement identiques

Les actions parfaitement identiques sont des actions que nous retrouvons exactement sous une même forme et avec les mêmes objectifs dans plusieurs, voire parfois tous les forums jeunesse. Nous verrons qu'elles peuvent être le fruit d'une harmonisation délibérée : c'est le cas quand la ressemblance est la conséquence d'une directive gouvernementale nationale ou bien d'une concertation dans l'ensemble du réseau des forums jeunesse. De même, les actions menées par plusieurs forums jeunesse avec le même partenaire national seront identiques. Enfin, cette reproduction d'une action peut aussi se faire à plus petite échelle, par l'émulation d'une action née dans un forum jeunesse mais reproduite ensuite par d'autres.

1.1.1 UNE ACTION ENCADRÉE PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE

La plupart des actions des forums jeunesse répondent à des mandats du Secrétariat à la jeunesse, qu'ils sont libres d'exécuter de la façon qu'ils jugent la plus pertinente pour leur région. Toutefois, un de ces mandats semble plus directement encadré, celui de contribuer à la mise en place du programme Électeurs en herbe⁹⁷ figurant parmi les mesures de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014. Cette action se retrouve de façon identique dans tous les forums jeunesse.

En effet, les forums jeunesse semblent avoir peu de marge de manœuvre par rapport à ce programme. D'une part, ils ont l'obligation contractuelle de contribuer à son déploiement régional en se tenant mobilisés pour guider les écoles, les maisons de jeunes et les carrefours-jeunesse-emploi qui souhaiteraient organiser l'activité. D'autre part, ils sont encadrés par le guide d'accompagnement, le cahier d'instruction et le cahier d'activités, documents qui sont joints au dispositif et qui en délimitent le contenu.⁹⁸

Ce peu de marge de manœuvre doit tout de même être relativisé. En effet, si le programme Électeurs en herbe est aujourd'hui un mandat confié par le Secrétariat à la jeunesse, il était, à l'origine, une initiative d'un forum jeunesse en particulier qui a créé ce projet en 2001 pour les jeunes de sa région avant qu'il ne soit généralisé à l'ensemble du Québec. C'est en outre ce forum jeunesse qui coordonne aujourd'hui le programme. On peut donc penser que le fait que ce dispositif est né au sein du réseau des forums jeunesse aide à ce que l'obligation contractuelle de contribuer à son déploiement soit acceptée des forums jeunesse. De plus, la rencontre nationale des agents de participation citoyenne en janvier 2012 a fait apparaître le fait que les forums jeunesse peuvent se dégager une marge de manœuvre en s'impliquant plus ou moins dans le programme : très révélatrice, une des questions posées aux forums jeunesse pendant la rencontre était « êtes-vous partants pour travailler avec le programme Électeurs en herbe ? »⁹⁹ Ainsi, en pratique, les forums jeunesse peuvent se contenter d'attendre qu'une école ou un organisme jeunesse les sollicitent pour leur soutien ou au contraire prendre les devants et les contacter pour organiser l'activité. Ils peuvent aussi plutôt axer leur action sur la promotion du programme dans les médias, etc.

⁹⁷ Le programme Électeurs en herbe se déploie à travers le Québec au moment des élections municipales, provinciales et fédérales et vise à sensibiliser et à préparer les jeunes du secondaire à leur futur rôle de votant.

⁹⁸ Le contenu est varié : il s'agit d'activités durant lesquelles les jeunes apprennent les fondements de la démocratie et le système politique canadien et québécois, la façon d'exprimer leurs opinions, etc. L'activité phare du programme est une simulation de vote.

⁹⁹ Observation lors de la rencontre des agents de participation citoyenne qui a eu lieu du 18 au 20 janvier 2012 à Montréal. La discussion sur le programme Electeurs en herbe date du 20 janvier 2012.

Le fait que le Secrétariat à la jeunesse ait repris l'activité Électeurs en herbe pour en faire un mandat des forums jeunesse et ainsi uniformiser en quelque sorte les pratiques en matière de sensibilisation des jeunes à leur futur droit (ou devoir) de citoyen montre que cet objectif doit être compris comme étant national et mobiliser toutes les régions quelle que soit leurs éventuelles spécificités culturelles, géographiques et autres.

Précisons que les actions des forums jeunesse pour sensibiliser les jeunes à leur droit de vote ne se résument pas à Électeurs en herbe, d'autant plus que ce programme ne s'adresse qu'aux jeunes qui n'ont pas encore l'âge de voter. Parmi les autres actions menées dans cet objectif, les forums jeunesse entreprennent aussi des actions collectives ; c'est ce que nous allons voir maintenant.

1.1.2 LES ACTIONS ENTREPRISES COLLECTIVEMENT PAR LES FORUMS JEUNESSE

La Table de concertation des forums jeunesse régionaux a été fondée pour favoriser les échanges entre les forums jeunesse, mais elle vise également à fournir des occasions pour les intervenants des différentes régions de se rencontrer, entre autres pour développer des projets en partenariat¹⁰⁰. Ces dernières années, les projets collectifs entrepris par les forums jeunesse visaient essentiellement à inciter les jeunes à aller voter. Les forums jeunesse se sont ainsi associés entre eux en 2011, au moment des élections fédérales, puis à nouveau en 2012 au moment des élections provinciales, pour sensibiliser et convaincre les jeunes d'exercer leur droit de vote. Pour chacune de ces années, une campagne nationale a été lancée. Celle-ci se déroulait sur Internet (sites internet et médias sociaux) et comprenait des capsules vidéo humoristiques, de l'information sur les partis et leurs programmes, de l'information sur les lieux de vote, etc.

Cette collaboration des forums jeunesse entre eux, rendue possible par leur espace commun qu'est la Table de concertation des forums jeunesse, montre que l'enjeu de la participation électorale des jeunes transcende les frontières de chaque région. C'est un objectif qui n'est pas ancré au niveau régional mais au niveau national. Ce qui est important ce n'est pas que ce soit un jeune de telle ou telle région qui vote, mais que ce soit un jeune tout simplement. Il est néanmoins intéressant de remarquer que, malgré cet objectif national, les forums jeunesse ne manquent pas de rappeler que le palier régional est toujours présent. Ainsi dans le communiqué de presse dévoilant la campagne nationale des forums jeunesse sur le sujet, on pouvait lire ces mots du président de la Table de concertation des forums jeunesse : « [Les jeunes] doivent voir dans ce geste [le

¹⁰⁰ Table de concertation des forums jeunesse régionaux, *Rapport annuel 2004-2005*.

fait de voter] l'occasion d'exercer un pouvoir sur le développement de leur région [...] ».¹⁰¹

1.1.3 LES ACTIONS DES PARTENAIRES NATIONAUX

Certaines des actions que l'on retrouve dans de nombreux forums jeunesse sont en fait des actions initiées par des organismes nationaux et qui font le tour des régions grâce à l'appui des forums jeunesse. L'appui qu'offrent les forums jeunesse aux tournées régionales de ces actions nationales s'inscrit souvent dans un partenariat antérieur entre, d'une part les forums jeunesse et leur Table de concertation et, d'autre part, ces organisations nationales. Puisque ces partenariats sont bien établis, il serait délicat pour les forums jeunesse de décliner les sollicitations nationales. Toutefois, bien que ces activités puissent en quelque sorte être « imposées » aux forums jeunesse ou du moins acceptées pour préserver un partenariat acquis, cela ne signifie pas qu'elles ne viennent pas combler un besoin de la part des forums jeunesse.

En particulier, l'Institut du Nouveau Monde (INM), un organisme à l'échelle nationale qui s'est donné la mission d'encourager la participation citoyenne, illustre bien ce cas. Le fait que la Table de concertation des forums jeunesse reconnaisse cet organisme national comme un partenaire régulier¹⁰² a sans doute encouragé certains forums jeunesse à accepter d'accueillir dans leur région les « cafés des âges », espaces de discussion intergénérationnelle sur les enjeux du vieillissement démographique, développés par l'INM. Inversement, en parallèle de cette « pression » que peut constituer un partenariat bien établi qu'on souhaite préserver, nous avons constaté que, lorsqu'un forum jeunesse souhaite poursuivre l'objectif de susciter une rencontre entre générations, il le fait rarement autrement que par les cafés des âges de l'INM. Cette observation nous pousse à penser que ces activités satisfont aussi les forums jeunesse, car elles viennent combler un créneau qu'eux-mêmes n'ont pas encore exploité et représentent un moyen supplémentaire pour favoriser la participation citoyenne des jeunes, en les ouvrant à des problématiques de solidarité.

Notons que les forums jeunesse qui animent des cafés des âges de l'INM appartiennent aux trois types de régions de la typologie du MDEIE (des régions urbaines, des régions ressources et des régions manufacturières), ce qui montre que l'enjeu des rapports

¹⁰¹ Forums jeunesse régionaux du Québec. « L'importance de la "première fois". Les forums jeunesse régionaux du Québec appellent les jeunes à voter le 2 mai. » Communiqué de presse, Montréal, 12 avril 2011. <http://www.fjme.ca/images/cms/Communique%20elections-finalFJME.pdf>.

¹⁰² Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec. « Nos partenaires ». *La Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec*. <http://www.forumsjeunesse.qc.ca/tcfjrj/faites-la-connaissance-de-notre-organisation/nos-partenaires/> Consulté le 7 novembre 2012.

intergénérationnels n'est pas propre à un type de région et dépasse les éventuelles spécificités régionales.

1.1.4 LES ACTIONS QUI SE DÉPLACENT DE FORUM JEUNESSE EN FORUM JEUNESSE

Enfin, des actions se retrouvent d'un forum jeunesse à un autre sous une forme et avec des objectifs identiques parce qu'elles ont été initiées par un forum jeunesse et reprises par d'autres. Ce sont donc des actions qui circulent au sein même du réseau des forums jeunesse. Ce type d'actions rappelle que, même si les forums jeunesse sont indépendants les uns des autres dans le sens où chacun gère son Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) selon ses propres critères, il n'en demeure pas moins qu'ils font partie d'un même ensemble. Ce processus de consolidation d'un référentiel commun entre les divers forums est renforcé par le fait que le réseau se regroupe régulièrement lors de rencontres nationales. Cet espace de mise en commun et de partage d'expérience est notamment l'occasion de s'échanger les « bons coups »¹⁰³ et de discuter des possibilités de reprendre une action d'un autre forum jeunesse.

Parmi les actions qui circulent ainsi, nous pouvons citer une pièce de théâtre qui vise à sensibiliser les jeunes à l'implication sociale et qui a été créée par un théâtre à la demande d'un forum jeunesse ; la pièce a jusqu'ici été jouée dans sept autres régions. Nous pouvons encore mentionner un guide conçu par un forum jeunesse pour sensibiliser les organismes de sa région à l'importance de faire une place aux jeunes ; il semble que tous les forums jeunesse ont repris et utilisé ce guide initié ailleurs, simplement en adaptant légèrement le vocabulaire et les organismes d'implication suggérés, voire, dans un cas, la mise en page graphique. La circulation peut aussi se faire à plus petite échelle ; c'est le cas par exemple d'une action qui consiste à accompagner un jeune de manière ludique dans la réalisation de son projet citoyen, reproduite dans trois régions. Chacune de ces actions a circulé dans d'autres types de régions que celui d'origine ; ainsi, elle peut émaner d'une région urbaine et migrer vers les deux autres types, ou inversement. En somme, au sein du réseau des forums jeunesse, une action peut donc très bien avoir été initiée pour une région bien précise et être ensuite transposée dans d'autres.

En somme, les actions que l'on retrouve sous des formes et avec des objectifs identiques dans plusieurs ou tous les forums jeunesse rappellent que, bien que ces derniers conservent une indépendance quant à la gestion de leurs subventions, ils forment aussi un réseau qui se mobilise lorsque des enjeux jeunesse dépassent les frontières

¹⁰³ Observation lors de la rencontre nationale des agents de participation citoyenne du 18 au 20 janvier 2012. La matinée du 18 janvier a notamment été consacrée à un tour de table afin que chaque forum jeunesse puisse exprimer son « bon coup », son « irritant » et ses actions à venir.

régionales. Ainsi, les forums jeunesse ne sont pas uniquement des organismes régionaux, fonctionnant de manière isolée. À travers leur Table de concertation, ils forment une unité qui, à ce titre, noue des partenariats avec des organismes nationaux, partage des expériences et des savoir-faire, et peut mettre en œuvre des grandes actions concertées.

1.2 Des actions semblables

En dépit des processus de partage et de circulation évoqués plus haut, il existe des actions que nous retrouvons dans plusieurs, voire tous les forums jeunesse, alors qu'il semble qu'elles aient été initiées indépendamment par chacun d'entre eux. Ces actions se ressemblent dans leurs principaux traits, tout en manifestant quelques nuances d'une région à l'autre. Nous pouvons les interpréter comme des actions centrales des forums jeunesse pour sensibiliser les jeunes à la participation citoyenne, ou autrement dit, comme des actions qui forment en quelque sorte le « b.a.-ba » de ce qu'il faudrait faire pour susciter leur implication sociale. Le fait qu'il y ait ainsi des actions que l'on retrouve dans plusieurs forums jeunesse indique une vision commune qu'ont les forums jeunesse de la manière d'inciter les jeunes à participer.

Ainsi, presque tous les forums jeunesse organisent des rassemblements jeunesse. Ce sont des événements s'adressant aux jeunes de la région et qui, grâce à des ateliers, des conférences, des tables rondes, des spectacles et/ou des concerts, visent à sensibiliser les jeunes à l'implication citoyenne, à encourager ceux qui s'impliquent déjà, à créer des moments de rencontre et d'échange entre les jeunes de la région, à leur permettre d'exprimer leurs opinions et préoccupations, etc. À partir de ce point de départ commun à plusieurs forums jeunesse, les différences entre les rassemblements jeunesse se remarquent surtout lorsque l'on s'intéresse aux détails de ces actions. Par exemple, les nuances concernent l'âge du public cible (des tranches d'âge différentes : 12-17 ans, 18-35 ans, etc.), la durée (de un à trois jours) ou encore le thème des ateliers. C'est d'ailleurs sur cette dernière nuance que des spécificités régionales peuvent être constatées : une région ressource a ainsi programmé dans son rassemblement jeunesse un atelier « Choisir la ruralité pour mieux vivre » tandis qu'une région urbaine tenait plutôt un atelier de discussion sur le développement urbain.

Outre les rassemblements jeunesse, d'autres actions reviennent dans plusieurs régions avec des caractéristiques principales semblables et quelques nuances plus détaillées dues au fait que ces actions ont été initiées par les forums jeunesse indépendamment les uns des autres. Nous pouvons notamment citer les ateliers de sensibilisation à la participation citoyenne animés dans les écoles, les maisons de jeunes ou les carrefours-

jeunesse-emploi ; les soutiens financiers apportés à des jeunes qui souhaitent participer à des événements nationaux en lien avec la participation citoyenne ou à des jeunes qui veulent monter un projet citoyen ; l'organisation d'activités spécifiques au moment d'élections, comme des débats entre les candidats régionaux, l'envoi de courriels ou de messages sur les réseaux sociaux pour inciter les jeunes à aller voter, etc.

Dans ces cas, il est difficile de savoir comment ces modes opératoires bien ancrés se sont initialement développés : sont-ils initialement nés dans un forum en particulier (comme les cas documentés plus haut) ou bien plusieurs forums ont-ils eu les mêmes idées assez simultanément ? Les processus de circulation du savoir-faire évoqués plus haut ont sans doute contribué à l'homogénéisation des pratiques, mais il n'en demeure pas moins que chaque forum a ici le sentiment d'agir indépendamment, sans qu'il y ait une directive commune ou un effet d'émulation délibéré ou conscient.

Les deux premiers types d'action décrits (des actions parfaitement identiques d'un forum jeunesse à un autre et des actions qui se ressemblent) font apparaître une certaine homogénéité du travail des forums jeunesse. Et cette homogénéité n'est pas seulement due à une marge de manœuvre plus ou moins réduite (mandat directif de la part du gouvernement, sollicitation d'un partenaire national) ou à un choix délibéré des forums jeunesse de mettre en place une action en commun ou de reprendre une action déjà mise en place par un autre forum jeunesse. La similarité peut aussi s'expliquer par une vision commune qu'ont les forums jeunesse des moyens à employer pour favoriser la participation citoyenne des jeunes. Les actions qui se ressemblent ne doivent toutefois pas masquer celles qui sont plus singulières; c'est ce que nous allons voir maintenant.

1.3 Des actions plus singulières

Les forums jeunesse mettent aussi en œuvre des actions plus « originales », dans le sens où on les retrouve uniquement dans un forum jeunesse. Ces actions se distinguent avant tout par la forme qu'elles prennent, plutôt que par les objectifs qu'elles poursuivent. À titre d'exemple et sans être exhaustif, nous pouvons citer l'action « Escouade Moi j'veote » mise en place par une région urbaine en vue des élections municipales de novembre 2009. L'action a consisté pour le forum jeunesse, dès l'été, à attirer l'attention des jeunes dans la rue grâce à des animations et à des jeux pour les sensibiliser à l'importance d'aller voter. Cette action est originale puisque, parmi les actions 2009-2011 directement centrées sur l'incitation au vote, c'est la seule qui se déroule dans la rue et qui va de cette manière au contact presque physique des jeunes. Les actions liées au vote dans les autres forums jeunesse se situent beaucoup dans le domaine audio-visuel : campagne publicitaire, site web, envoi de courriels aux jeunes,

diffusion sur les réseaux sociaux. Une telle action qui va directement au contact des jeunes est certainement facilitée par le fait qu'elle se déroule dans une région urbaine, où la population est plus concentrée et les lieux publics plus nombreux (l'« Escouade Moi j'vote » est notamment passée dans les stations de métro). Alors que l'utilisation d'Internet est sans doute le moyen le plus réaliste de rejoindre les jeunes des régions ressources, voire de certaines régions manufacturières caractérisées par une population plus dispersée.

Un autre exemple d'action « originale » est celle d'un forum jeunesse d'une région manufacturière qui a effectué une consultation jeunesse électronique afin que les jeunes de 10 à 25 ans de la région puissent exprimer leurs besoins, leurs préoccupations et leurs aspirations en ce qui concerne les thèmes de la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014* (santé, éducation et emploi, entrepreneuriat, développement régional, diversité, environnement). Quatre mille jeunes ont été rejoints par cette consultation électronique. Cette action est unique puisque les forums jeunesse profitent plutôt de leur rassemblement jeunesse pour consulter les jeunes de leur région, sans pour autant en toucher un aussi grand nombre. Cette action pourrait donner lieu à des reprises. En effet, lors d'une entrevue qui a porté sur ce cas (comme nous verrons plus loin), le forum jeunesse initiateur a expliqué avoir présenté aux autres forums jeunesse, lors d'une rencontre nationale, la démarche et la méthode qui ont servi à construire cette consultation. Celles-ci seront donc peut-être réutilisées au sein du réseau des forums jeunesse. En attendant, cette action reste « unique » par sa forme.¹⁰⁴

1.4 Conclusion

Cette première analyse de l'ensemble des actions 2009-2011 en participation citoyenne mises en place par les forums jeunesse révèle divers types d'actions selon leur ressemblance d'un forum jeunesse à un autre. En résumé, nous avons identifié :

- Des actions qui sont *parfaitement identiques* dans plusieurs, voire tous les forums jeunesse. Parmi elles, on retrouve le programme Électeurs en herbe inscrit dans la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014*, les projets collectifs des forums jeunesse,

¹⁰⁴ En effet, au moment de mettre le présent rapport à jour suite aux commentaires de la TCFJRQ sur une version complète remise en mars 2013, nous pouvons constater que le processus de reproduction s'est effectivement réalisé. Ainsi, un d'autre forum, d'une région rurale cette fois, a aussi lancé une consultation électronique : du 18 mars au 12 avril 2013, les jeunes âgés de 18 à 35 ans de la région étaient invités à répondre à un questionnaire en ligne pour recueillir leurs préoccupations en lien avec les défis de la *Stratégie d'action jeunesse*. Toutefois, contrairement au premier forum jeunesse, les 12-17 ans n'ont pas été consultés de cette manière ; pour cette tranche d'âge, ce deuxième forum jeunesse a préféré organiser des groupes de discussion dans les écoles secondaires. Cette émulation hybride constitue donc une autre illustration de la circulation des actions d'un forum à un autre, pour des actions qui, au départ, sont singulières.

les actions initiées par des partenaires nationaux et qui voyagent au sein des régions et les actions initiées par un forum jeunesse et reprises par d'autres.

- Des actions *semblables*. Alors que ces actions ont été initiées par les forums jeunesse chacun dans leur région, sans concertation ou émulation délibérée, elles se ressemblent beaucoup dans leurs caractéristiques premières. Des variations locales peuvent tout de même être remarquées lors d'une lecture plus fine de l'action. Cette catégorie suggère que les forums jeunesse partagent une idée commune de la façon dont la participation des jeunes peut être favorisée.
- Des actions plus *singulières*. Ce sont des actions qui sont plus spécifiques à un forum jeunesse. Dans ces cas, on remarque que ce qui est propre à l'action est avant tout la forme. Les objectifs poursuivis s'inscrivent pour leur part dans le grand socle commun à l'ensemble des forums jeunesse, mais ils sont concrétisés sous d'autres formes dans les autres forums jeunesse.

Le principal constat qui ressort de cette catégorisation, est celui d'une certaine homogénéité des actions des forums jeunesse. De manière générale, il serait parfois difficile d'identifier le forum jeunesse initiateur puisque les objectifs et les formes sont partagés par de nombreux forums jeunesse. Le fait que la Table de concertation des forums jeunesse a pu classer les 316 actions 2009-2011 en participation citoyenne dans cinq catégories¹⁰⁵ renforce cette idée d'homogénéité. Ainsi la permanence de la Table de concertation expliquait¹⁰⁶ que, lorsque les forums jeunesse ont dû classer leurs actions dans ces cinq catégories, toutes ont pu y être rangées. Certes, leur typologie avait été conçue de manière inductive à partir des actions, mais il n'en demeure pas moins qu'elles ont pu être classées en un nombre limité de catégories et qu'aucune de ces actions ne se retrouve hors de ce cadre déjà connu. Chacune trouve un écho dans quelque chose qui se fait déjà au sein du réseau des forums jeunesse. Notre propre classement suggère aussi que l'identité régionale d'une action ne passe pas principalement par des caractéristiques (en termes d'objectifs ou de formes) qui seraient bien spécifiques à un type de région.

Cette identité régionale semble pourtant être importante pour les forums jeunesse. En témoigne ce moment, lors d'une rencontre nationale, où il a été question de l'adoption d'un éventuel visuel commun pour les différentes activités de reconnaissance organisées par les forums jeunesse pour sélectionner le jeune qui participera ensuite à la cérémonie

¹⁰⁵ Éducation à la citoyenneté ; Promotion et reconnaissance de l'engagement des jeunes ; Augmentation de la participation des jeunes aux instances démocratiques et lieux décisionnels ; Soutien et accompagnement des initiatives citoyennes des jeunes ; Participation électorale des jeunes.

¹⁰⁶ Observation et recueil d'informations lors de ma présence dans les bureaux de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec.

de reconnaissance du Secrétariat à la jeunesse. Un sondage à mains levées a fait apparaître le fait que certains forums jeunesse souhaitaient un visuel commun, venant renforcer encore cette idée d'unité des forums jeunesse, tandis que d'autres considéraient ce logo comme inutile.¹⁰⁷ Il transparaît de cette observation une certaine tension entre d'un côté la cohérence des actions des forums jeunesse et de l'autre leur développement indépendant. Cette tension ressort lorsque l'on cherche à comprendre ce qui fait qu'une action est régionale. Nous venons de voir que cela ne passe guère par une singularité régionale des formes ou des objectifs des actions. Pourtant il y a bien une volonté d'appropriation locale, comme l'illustre entre autres l'exemple du visuel commun pour l'activité nationale de reconnaissance que certains ont refusé. En fait, c'est grâce aux entrevues que nous avons pu analyser les autres processus par lesquels une action s'ancre au niveau régional ; c'est ce que nous allons voir maintenant.

2. L'ANCRAGE RÉGIONAL DES ACTIONS DES FORUMS JEUNESSE

Cette seconde partie des résultats présente nos analyses des 10 études de cas s'appuyant sur les entrevues réalisées avec les forums jeunesse. Celles-ci ont permis d'aller plus loin que l'analyse de l'inventaire des actions en mettant à jour de nouvelles dimensions, autres que les formes et les objectifs, à partir desquelles nous interroger sur l'ancrage local et régional des projets menés par les forums jeunesse. Trois thèmes principaux sont ainsi ressortis des discussions – le niveau territorial *visé* par l'action, les sources d'*inspiration* pour créer les actions et les *partenariats* – pour lesquels nous avons chaque fois analysé leurs déclinaisons locale, régionale, nationale, voire internationale. De cette façon, nous voulions comprendre si le niveau local ou régional d'un élément ou d'un autre contribuait plus particulièrement à construire le caractère local ou régional des actions.

Rappelons que les études de cas rassemblent 10 actions : un dîner des organismes communautaires, un jeu de société régional, un rassemblement jeunesse, un conseil jeunesse dans une municipalité, une journée de réseautage entre des jeunes immigrants et des intervenants, une consultation jeunesse électronique, une campagne pour intéresser les jeunes à la politique, des journées de promotion de la participation citoyenne, un guide pour favoriser la participation des jeunes aux lieux décisionnels et une consultation municipale jeunesse.

¹⁰⁷ Observation lors de la rencontre nationale des agents de participation citoyenne du 18 au 20 janvier 2012. Après-midi du 18 janvier.

2.1 Le niveau territorial visé par l'action

Dans un premier temps, nous avons voulu cerner le niveau territorial qui est visé par l'action. Il s'agit en fait d'un questionnement sur les jeunes qui sont concernés par l'action : est-ce que ce sont les jeunes de tout le Québec, de la région ou d'une localité plus précise ? Cette dimension chevauche en partie les distinctions étayées plutôt en ce qui a trait à la ressemblance entre les actions, mais nous verrons qu'elle apporte d'importantes nuances et précisions liées aux intentions des forums jeunesse.

2.1.1 DES ACTIONS QUI S'INSCRIVENT AU NIVEAU NATIONAL

Naturellement, aucune des dix actions étudiées ne vise directement les jeunes de l'ensemble du Québec ; en d'autres termes, il n'y a pas de forum jeunesse qui a organisé une action pour les jeunes de tout le territoire national. Cela n'est pas étonnant, car ce serait en quelque sorte contraire aux raisons de leur création, à savoir de fonder un forum jeunesse par région pour se rapprocher des jeunes et de leurs préoccupations. En revanche, certaines actions peuvent néanmoins avoir une portée qui puisse toucher l'ensemble de la population du Québec. Ainsi, une de nos études de cas porte sur une action qui a été conçue par un forum jeunesse pour les jeunes de sa région avant d'être reprise dans d'autres. C'est le cas du guide pour sensibiliser les milieux décisionnels à l'importance d'inclure les jeunes. En circulant ainsi de forum jeunesse en forum jeunesse, cette action a touché des jeunes au-delà de sa région d'origine. Pour cette raison, nous pouvons dire que, d'une certaine manière, elle s'inscrit à un niveau national, car elle a été conçue non pas spécifiquement pour des besoins propres à une région, mais plutôt d'une manière qui transcende facilement les distinctions territoriales.

En dehors de nos dix études de cas, on peut aussi considérer que toutes les actions que nous avons classées plus haut dans le type « *parfaitement identiques* » s'inscrivent d'une manière ou d'une autre à un niveau national : une même action touche des jeunes appartenant à des régions différentes. C'est donc le cas lorsqu'une action initiée par un forum jeunesse est reprise par d'autres sans transformations ou adaptations locales majeures.

2.1.2 LES ACTIONS QUI S'INSCRIVENT AU NIVEAU RÉGIONAL

Parmi les dix actions étudiées, six peuvent être qualifiées de « régionales », dont cinq initiées par les forums jeunesse eux-mêmes et une initiée conjointement par le forum jeunesse et ses partenaires. Nous désignons par « action régionale » une action qui, bien qu'elle ait lieu à un endroit bien précis (une sous-région administrative, une

municipalité, etc...) s'adresse à tous les jeunes de la région desservie par le forum jeunesse en question.

Lorsqu'une action est régionale, il semble que cela soit en partie dû aux objectifs de l'action qui, en eux-mêmes, comportent une dimension territoriale régionale. Par exemple, le rassemblement jeunesse régional étudié visait à « encourager le réseautage entre les territoires des MRC, à favoriser un mélange interculturel des [habitants de la région] » et à « inculquer un sentiment de fierté et d'appartenance à la région ». De même, les journées de promotion des actions de participation citoyenne qui se déroulent dans l'ensemble de la région font aussi ressortir l'enjeu du dialogue entre MRC. Ces journées visaient en effet à « faire connaître aux gens de [telle MRC] ce qui se passe dans [telle autre MRC] et vice-versa, donc que ça bouge. C'était ça l'idée, montrer que ça bouge dans [la région] et on veut montrer ce qui s'y passe ». Enfin, nous pouvons encore citer en exemple le jeu de société régional qui, tel que l'explique en entrevue l'agent de participation citoyenne, repose sur le concept de « droit de cité », que le forum jeunesse traduit par l'idée que l'on devient citoyen en ayant une meilleure connaissance de son milieu. Avec ce jeu, le forum jeunesse « essaie de faire le pari que ça va donner le goût aux gens de découvrir [la région] et d'aller plus loin et éventuellement de s'impliquer aussi. [...] Avec ce jeu-là on part vraiment de la connaissance, de développer les connaissances » [sur la région]. Ainsi, ces deux cas illustrent comment la « régionalité » elle-même peut être un des fondements de l'action.

Les actions peuvent également être qualifiées de régionales lorsqu'elles visent à solidifier les connaissances qu'ont les forums jeunesse des préoccupations jeunesse de leur région (au lieu, par exemple, de consulter les jeunes par MRC pour ensuite colliger les données au niveau régional). Cet enrichissement des connaissances leur permet notamment d'élaborer des plans d'action adaptés à la réalité des jeunes du territoire desservi. On pense notamment à la consultation électronique régionale et au rassemblement jeunesse régional. Ainsi lorsqu'en entrevue, ils sont interrogés sur leur choix de faire un rassemblement jeunesse régional plutôt que des activités par MRC, les salariés du forum jeunesse répondent :

Je pense aussi que ça aurait été contre notre objectif de faire des petites activités encore dans chacune des MRC. [...] Tu sais c'était un rassemblement régional... en faisant des petites actions dans chacune des MRC je pense pas que ça aurait eu le même impact ; on n'aurait pas eu la vision globale de c'est quoi les enjeux présentement.

Cependant, vouloir un portrait des enjeux et préoccupations jeunesse régionaux n'empêche pas les forums jeunesse d'être attentifs aux éventuelles déclinaisons locales des besoins régionaux. C'est ainsi que pour assurer une représentativité de tous les

territoires de la région, le questionnaire de la consultation électronique régionale a été administré tant à des jeunes des milieux urbains qu'à des jeunes des milieux ruraux :

On était intéressés à savoir s'il y en avait des différences [entre le milieu urbain et le milieu rural]. On voulait pouvoir croiser cette donnée-là avec les résultats pour dire "si on a à mettre en action des choses régionalement, est-ce qu'on fait partout pareil ? Est-ce que les réalités sont toutes pareilles ou elles sont différentes ou très différentes ?

Mais l'intérêt de ce forum pour les diversités internes à la jeunesse régionale n'est pas limité à des variables territoriales, comme cette distinction infrarégionale entre les milieux urbain et rural ; les distinctions peuvent aussi s'opérer à d'autres niveaux, comme celui du genre :

[...] parce que quand tu parles de décrochage scolaire, les réalités de pourquoi les jeunes filles vont à l'école, quelles motivations elles y trouvent, c'est pas nécessairement les mêmes réalités que les gars, et ça c'est très fort, c'est pour ça que je le prends en exemple.

Deux autres cas étudiés peuvent être qualifiés d'actions inscrites au niveau régional, mais elles procèdent d'autres dynamiques. Dans les entrevues qui y sont consacrées, il ne ressort ni l'idée que l'action est régionale en raisons d'objectifs qui seraient eux-mêmes reliés au territoire de la région (par exemple développer le sentiment d'appartenance des jeunes à leur région), ni l'idée qu'elle est régionale car elle vise à saisir les enjeux jeunesse régionaux. Plutôt, les besoins ayant conduit à la mise en place de ces actions sont implicitement présentés comme étant ceux de la région dans son ensemble. Il en va ainsi de la campagne visant à intéresser les jeunes à la politique municipale et de la journée de réseautage entre intervenants et jeunes immigrés tout juste arrivés au Québec. Cette dernière action nous permet de souligner qu'un projet peut être conçu dans l'objectif de viser les jeunes de toute la région (lors de l'entrevue, il a été mentionnés que les immigrants visés étaient ceux de la région en question) mais n'atteindre finalement qu'un public local (les jeunes immigrés effectivement présents à la journée venaient du centre urbain de la région, ceci s'expliquant par le fait que c'est de toute façon dans cette partie de la région qu'habitent la plupart des immigrés).

Monter une action à visée régionale comporte des difficultés que ne manquent pas de souligner nos interviewés. D'une part, le temps de déplacement induit par l'étendue des régions québécoises peut dissuader les jeunes à participer à une activité qui se tient éloignée de leur municipalité ou de leur sous-région. D'autre part, le sentiment d'appartenance à la sous-région, voire à la municipalité, peut être plus fort que le sentiment d'appartenance à la région, ce qui peut aussi freiner la participation à un évènement régional. L'imbrication entre temps de déplacement, possibilité de se

déplacer et sentiment d'appartenance à la région est exprimée par cette agente de participation citoyenne :

Je dirais que [les jeunes de la région] sont même attachés à leur municipalité. Je le sens beaucoup comme ça. [Au forum jeunesse,] on travaille beaucoup pour sensibiliser et développer le sentiment d'appartenance. J'ai pas d'études exhaustives là-dessus, mais je me souviens que quand je faisais mon Cégep à l'extérieur à Montréal, il y avait la gang de la Gaspésie, la gang du Saguenay, la gang de l'Abitibi, mais t'avais pas la gang de [ma région], tu sais c'était la gang de [telle ville de la région] ou la gang de [telle autre ville de la région] ou de [telle MRC]. Donc vraiment je sais pas, au niveau de l'unité régionale, comment c'est perçu par les gens, mais je pense que c'est beaucoup à travailler cette fierté-là. On est sur [...] un très grand territoire, il y a [une centaine de] municipalités, y'a pas un réseau de transport en commun efficace qui relie toutes ces municipalités ou toutes ces MRC ensemble, donc c'est normal que quand t'habites à [telle ville] et ben tu sors pas trop de là à moins d'avoir une voiture et puis même à l'intérieur de [même ville], si t'as pas de voiture, tu vas marcher beaucoup. Donc je pense qu'il y a une question de transport et une question de sentiment d'appartenance.

Dans ces conditions, choisir l'emplacement d'une activité relève presque d'une stratégie. Une attention doit en effet être portée à ce que les actions n'aient pas toujours lieu au même endroit : C'est aussi un choix politique parce que si on l'avait fait encore dans l'ouest du territoire... tu sais ça a toujours des répercussions. Les gens sont fiers qu'on aille dans leur MRC, dans leur coin de pays donc il faut vraiment avoir ce souci d'équité entre les différents territoires des MRC. Et, en fin de compte, il faut accepter que, quelles que soient les précautions prises, l'activité régionale n'attire pas tous les jeunes de la région : L'endroit qu'on choisissait, on le savait qu'on aurait moins de gens de l'ouest parce que c'était trop loin pour eux.

Pour pallier ces obstacles, certains forums jeunesse choisissent de mettre en place des activités régionales qui ont lieu, non pas dans un endroit « physique », mais sur Internet. C'est par exemple le cas des Journées de la participation citoyenne qui consistaient, selon l'agent de participation citoyenne, à valoriser sur le site internet du forum jeunesse toutes les activités de participation citoyenne se déroulant à travers la région pendant ces journées-là. Ainsi, Internet permet aux forums jeunesse de rejoindre des jeunes de toute leur région, sans qu'il y ait besoin de déplacement, tant pour les jeunes que pour les forums jeunesse eux-mêmes :

Avant j'étais la seule agente dans [telle région] pour faire la promotion de la participation citoyenne et c'est pas facile ; comme tous les autres [agents de participation citoyenne] dans leur région, on ne réussit pas nécessairement tant que ça à aller sur le terrain un peu partout, à développer des liens avec les organismes du milieu, quand ça te prend 2h pour aller quelque part et

ben tu y vas moins souvent. Donc en même temps je m'étais dit que j'allais faire quelque chose de plus virtuel.

Cette difficulté à couvrir tout leur territoire décide certains forums jeunesse à s'entendre avec des organismes locaux, tels que les Carrefours-jeunesse-emploi (CJE), pour se partager le mandat de favoriser la participation citoyenne des jeunes. Ainsi, interrogé sur le partenariat de son forum jeunesse avec les CJE de la région, cet agent de participation citoyenne explique :

Une ressource régionale n'est pas vraiment capable de couvrir tous les milieux. [...] La réflexion au départ du forum jeunesse c'était de se dire que ce serait intéressant d'avoir des agents sur le terrain, un par territoire. Parce qu'aussi quand on organisait une activité d'envergure régionale – par exemple on avait commencé à organiser un rassemblement jeunesse régional pour les 12 -17 –, on réalisait que comme organisation régionale, on n'était pas en mesure d'aller rejoindre les jeunes ; il fallait absolument s'associer à d'autres structures, d'autres groupes, d'autres intervenants qui, eux, étaient capables de nous amener des inscriptions.

Lorsque les forums jeunesse ayant établi ce type de partenariat organisent une activité régionale, les agents territoriaux en font la promotion au niveau local, augmentant ainsi les chances d'avoir une participation territoriale diversifiée des jeunes.

Remarquons enfin que, dans le même esprit que le partage du mandat avec des agents territoriaux, certains forums jeunesse soutiennent des tables jeunesse locales dans les MRC de leur région. Ces tables jeunesse locales, composées de jeunes membres, sont chargées de réaliser des actions pour répondre aux besoins des jeunes dans leur milieu infrarégional. C'est notamment pour ne pas empiéter sur le travail de ces associations locales que certains forums jeunesse optent pour des activités régionales plutôt que locales : « [...] les tables jeunesse le faisaient déjà ce travail-là au niveau local, au niveau des MRC, donc on s'est dit qu'on n'allait pas faire en double ».

2.1.3 LES ACTIONS QUI S'INSCRIVENT AU NIVEAU LOCAL

Néanmoins, beaucoup de forums jeunesse organisent des activités qui ont une visée locale. Par « action locale », nous désignons donc une action qui s'adresse exclusivement aux jeunes d'un territoire infrarégional, que ce soit une sous-région administrative (MRC), une ville ou même une école particulière. Parmi les dix actions étudiées, nous en avons identifié trois qui, selon cette définition, visent le niveau local.

Ces trois actions n'ont pas été initiées directement par le forum jeunesse, mais plutôt par des acteurs du milieu qui ont sollicité l'expertise du forum jeunesse de leur région. La première a lieu dans une école secondaire et s'adresse aux étudiants de cette école, la

deuxième a lieu dans un Hôtel de Ville et s'adresse aux jeunes des écoles de la ville et la troisième a lieu à la mairie d'une municipalité et s'adresse aux jeunes de cette municipalité. Ainsi, le niveau local de l'action semble en partie déterminé par le fait que cette dernière est initiée par un acteur du milieu dont le pouvoir d'action est borné à un territoire bien précis : la première action a été initiée par un agent de vie spirituelle et d'engagement communautaire dont le mandat s'exerce au sein d'une école et les deux autres actions ont été initiées par les élus de leur ville dont le mandat s'exerce à l'intérieur de cette ville.

Toutefois, bien que ce ne soit pas arrivé parmi nos études de cas, il peut arriver que les forums jeunesse soient les initiateurs d'actions locales. Ainsi une agente de participation citoyenne ayant répondu à une sollicitation d'un acteur du milieu, explique qu'elle travaille toujours au niveau local : « Nous au régional, on est loin d'eux autres, mais quand on travaille au local, tout d'un coup, [les jeunes] sont plus ouverts et ils participent plus, donc c'est pour ça qu'on travaille toujours avec le local ». Selon cette agente, l'action locale suscite une plus grande participation des jeunes car elle permet de créer une mobilisation autour des préoccupations directes des gens, qui peuvent varier d'un micro-territoire à un autre :

Quand on travaille localement, c'est très important de susciter l'intérêt rapidement pour que les gens voient qu'est-ce que ça va leur donner dans le quotidien. [...] Il y a des réalités de quartier, des réalités de ruelles, dans les quartiers défavorisés par exemple, qui fait que ce qui se passe dans la rue à côté, les gens s'en balancent, c'est pas la même réalité, donc plus on est avec du direct, plus c'est payant. (région manufacturière)

Ceci dit, toujours selon cette même agente, on comprend que travailler au niveau local, c'est aussi une façon de s'adapter aux obstacles que peut présenter l'étendue d'une région au Québec : « Ça ne sert absolument à rien de leur présenter des organismes qui sont à deux heures de route de chez eux ; ils les utiliseront pas ».

2.1.4 CONCLUSION

En vertu de leurs mandats, les forums jeunesse ont un rayon d'action qui est régional. Néanmoins, ils dépassent parfois cette zone lorsqu'ils montent un projet collectif, donc national. De même, d'autres actions s'inscrivent aussi au niveau national, quoique de manière plus indirecte. En effet, même des actions qui se déploient à un niveau régional ne sont pas pour autant forcément spécifiques à cette région. Les objectifs qu'elles visent peuvent tout à fait concerner aussi d'autres régions et même être visés déjà par d'autres forums jeunesse dans d'autres régions. Ce type d'action peut être qualifié de régional parce que déployé au régional ; mais l'action repose néanmoins sur des objectifs qui peuvent rejoindre tous les jeunes du Québec. C'est le cas des actions

parfaitement identiques que nous avons décrites dans la partie sur l'analyse de l'inventaire, à savoir une même action qui touche des jeunes de différentes régions du Québec. Exception faite des campagnes internet qui visent simultanément tous les jeunes québécois, les actions *parfaitement identiques* s'inscrivent au niveau national, même lorsqu'elles sont déclinées au niveau régional, voire au niveau local.

Mais certaines actions sont proprement régionales, voire locales, jusque dans leurs objectifs. En effet, nous avons vu les raisons qui expliquent qu'une action vise plutôt les jeunes de la région dans son ensemble ou au contraire d'une localité plus précise. Pourtant, même pour ces actions, l'échelle territoriale n'est pas toujours bien délimitée : alors que certaines actions ont l'objectif de rejoindre les jeunes de la région, ce ne sont parfois que les jeunes se trouvant à proximité de l'événement qui se déplacent, rendant ainsi l'action presque locale dans les faits, en dépit d'objectifs régionaux plus englobants.

2.2 Les sources d'inspiration des forums jeunesse pour créer leurs actions

Les sources d'inspiration constituent une autre dimension possible de l'ancrage local ou régional des actions menées par les forums jeunesse. En effet, lorsque les forums jeunesse mettent en place des actions, ils peuvent s'inspirer d'actions similaires initiées par d'autres organismes ou qui ont déjà eu lieu à l'étranger, au Québec ou dans leur région. Cinq forums jeunesse sur les dix études de cas ont ainsi mentionné une source d'inspiration particulière. Nous les déclinons ici, des plus éloignées aux plus rapprochées.

2.2.1 DES SOURCES D'INSPIRATIONS INTERNATIONALES

Parmi nos études de cas, une seule serait inspirée d'une expérience étrangère. Ce fut le cas de la création d'un conseil jeunesse. Lorsque l'agente de participation citoyenne a été sollicitée par des employés d'un Hôtel de Ville pour les conseiller sur la façon de former un conseil jeunesse, elle explique s'être renseignée sur les expériences françaises dans ce domaine pour enrichir son soutien aux employés et pour éventuellement reproduire ces expériences dans sa région :

J'y croyais beaucoup à ce projet-là. J'avais beaucoup entendu parler qu'en France ça existait beaucoup plus qu'ici. Peut-être que tu connais l'ANACEJ [l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes] qui est un regroupement national des conseils d'enfants et de jeunes. De ce que je comprends de leur documentation, ça a l'air très développé dans les municipalités [...] Et je disais [aux employés de la Ville] qu'il y a sûrement des choses à aller chercher là parce que c'est un organisme qui regroupe

l'ensemble des conseils d'enfants et de jeunes en France [...] Je leur disais que ça existe ailleurs, donc y'a un apprentissage à aller chercher et puis une expertise. [...] De ce que j'ai lu de ce qui se faisait là-bas, moi je me disais « bon ça va commencer ici et avec ça on va aller de l'avant » et après ça je me voyais aussi pouvoir l'étendre aux autres municipalités [...].

2.2.2 DES SOURCES D'INSPIRATIONS NATIONALES

Les forums jeunesse peuvent aussi s'inspirer d'actions nationales pour mettre en place une version régionale ou pour en calquer la forme mais en modifier le contenu. Deux de nos études de cas se rangent dans cette catégorie. Premièrement, le rassemblement jeunesse régional qui a fait l'objet d'une de nos études de cas est né de la volonté des membres de reproduire à l'échelle de leur région un rassemblement jeunesse québécois auquel ils avaient assisté. Instigué par le forum jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce premier rassemblement jeunesse provincial (national), organisé par la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec¹⁰⁸, conviait les jeunes de toutes les régions du Québec à discuter au sujet de thèmes tels que la famille, l'éducation, la participation citoyenne, l'occupation du territoire, la consommation responsable, la gestion des ressources naturelles et les finances publiques.¹⁰⁹ De la même façon, le rassemblement jeunesse régional étudié invitait les jeunes à discuter les thèmes de l'environnement, de la culture, du développement communautaire, de l'imbrication entre le local et le régional, de la solidarité, de la mondialisation, etc.

Deuxièmement, c'est aussi le cas des journées de promotion de la participation citoyenne, dont le concept a été repris, selon l'agent de participation citoyenne interviewé, des Journées de la persévérance scolaire qui promeuvent la réussite éducative et qui ont lieu à travers le Québec sous des déclinaisons régionales :

La Semaine c'est pour tout le Québec mais nous, dans [notre région] on avait cette façon-là et [le comité régional des Journées de la persévérance scolaire] demandaient aussi aux écoles et aux différents organismes « Qu'est-ce que vous faites pour la persévérance scolaire ? On va les annoncer aussi en même temps et essayer de faire la promotion de vos activités. » Fait que, moi, c'est un peu un calque, une copie de cette semaine-là que je fais.

¹⁰⁸ Table de concertation des forums Jeunesse régionaux du Québec. *Rapport annuel 2004-2005*. Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec. p.10. Disponible à l'adresse : http://www.forumsjeunesse.qc.ca/tcfjrj/wp-content/uploads/2010/05/Rapport_annuel_2004-2005.pdf.

¹⁰⁹ Le Bas-Saint-Laurent, tout lui réussit. « Premier résultat du Rassemblement jeunesse québécois, les jeunes lancent un manifeste sur leur vision du Québec ». *Le Bas-Saint-Laurent, tout lui réussit*. <http://www.bas-saint-laurent.org/texte.asp?id=440> Consulté le 14 novembre 2012.

2.2.3 DES SOURCES D'INSPIRATIONS RÉGIONALES

Enfin, pour mettre en place son action locale, un des forums jeunesse s'est inspiré d'actions ayant déjà eu lieu dans la même région mais organisées par d'autres acteurs. Il s'agit du dîner des organismes communautaires, dont le principe d'activité (la tenue de stands et de kiosques) avait déjà été expérimenté dans la région. Notons que le forum jeunesse participait en tant qu'organisme invité à ces événements : « Comme pour [tel territoire], à chaque année ils font une activité de ce genre-là et on est toujours invités. [Telle MRC], la même chose. Et puis là à [telle Ville], c'est nous qui avons initié le projet parce que ça s'était jamais fait ».

2.3 Les partenaires des forums jeunesse

Puisque les forums jeunesse agissent très rarement en vase clos lorsqu'ils montent une action, nous nous sommes intéressées aux partenaires des actions examinées dans nos dix études de cas. Par « partenaires », nous entendons toutes les personnes et tous les organismes qui interviennent d'une façon ou d'une autre dans l'élaboration de l'action et qui la rendent possible. Nous verrons que les forums jeunesse interagissent avec une variété de partenaires d'envergure variée (du national au local). Tantôt ce sont les forums jeunesse qui les sollicitent et tantôt ce sont d'autres organismes qui viennent chercher l'expertise des forums jeunesse. Il s'agit d'une dimension importante de l'ancrage régional des forums jeunesse.

2.3.1 UN PARTENAIRE NATIONAL : LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE

La référence au Secrétariat à la jeunesse est souvent faite en entrevue, que ce soit directement ou en évoquant la Stratégie d'action jeunesse. Ce faisant, les forums jeunesse rappellent que le Secrétariat à la jeunesse est leur principal partenaire financier et que leurs actions s'inscrivent dans le cadre des mandats qu'il leur confie. Le Secrétariat à la jeunesse occupe donc une place de choix dans le discours des personnes interrogées : ils se réfèrent au mandat qui leur est confié, mais aussi aux principes établis dans la Stratégie d'action jeunesse.

D'ailleurs, pour justifier leurs initiatives, certains forums jeunesse évoquent ces mandats : « Ça a commencé en 2010-2011... Moi c'était vraiment dans le but de faire connaître... tu sais un de nos mandats principaux au(x) forum(s) c'est la participation citoyenne, donc je voulais quelque chose pour faire connaître un peu plus la participation citoyenne ». Quant aux forums jeunesse qui n'ont pas lancé une initiative mais plutôt répondu à un appel d'un acteur du milieu, un de ceux-ci renvoie aussi vers son mandat lorsqu'il explique pourquoi la municipalité s'est tournée vers lui : « Le

forum jeunesse a été approché parce que c'est notre mandat de favoriser la place des jeunes dans les instances décisionnelles [...] ».

Lorsqu'il est question de la Stratégie d'action jeunesse, celle-ci est présentée comme le principal outil de travail des forums jeunesse : « Nous autres on travaille avec ça quotidiennement, on enlève nos plans d'action là-dessus, c'est vraiment notre base de travail ». La Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 et les défis qu'elle prévoit relever (le Défi de l'éducation et de l'emploi, le Défi de l'entrepreneuriat, le Défi de la santé, le Défi des régions, le Défi de la diversité et le Défi de l'environnement) constituent en quelque sorte un fil conducteur des actions mises en place par les forums jeunesse :

Ça répond à plusieurs défis de la Stratégie d'action jeunesse ce jeu-là. C'est sûr que le défi des régions, on a fait le pari que, si les jeunes connaissent mieux leur région, ils vont avoir envie de s'impliquer. Donc au niveau du défi des régions, c'était important de faire connaître [aux jeunes] les ressources de leur région à travers ce jeu-là. Et au niveau du défi de la santé, on a quelques questions sur ce thème. Et évidemment l'environnement... [...]

– Vous avez fait attention quand vous avez conçu le jeu à ce que les questions correspondent aux Défis ?

– Et ben intrinsèquement je crois qu'à travers tous nos projets on tente toujours d'avoir le souci de l'environnement, de la santé... donc je dirais que c'est intrinsèque. [...] Avec le concept de « Droit de cité », on fonctionne comme ça. On travaille vraiment sur divers thèmes : l'écocitoyenneté, la santé, développer le sentiment d'appartenance. Tout ce concept-là porte les différents défis de la Stratégie d'action.

Toutefois, si ce fil conducteur définit les grandes lignes de l'action des forums jeunesse, il n'en restreint pas, selon eux, les possibilités : Ça, c'est comme le grand carré, le grand périmètre, mais après on vient, nous, préciser pour notre région, pour notre milieu, comment on travaille ces choses-là.

Parfois la Stratégie d'action jeunesse est l'objet même des activités ou d'une partie des activités mises en place. C'est le cas lorsqu'il s'agit de recueillir l'opinion des jeunes sur les orientations qu'elle fixe. Parmi les actions étudiées, ça a été le cas de la consultation jeunesse électronique et du rassemblement jeunesse régional. Une agente de participation citoyenne explique en ces termes pourquoi une consultation jeunesse électronique a été mise en place :

La consultation arrivait... pourquoi une consultation... [...] Nous au forum jeunesse on était un peu préoccupés par le fait que le gouvernement venait de lancer sa nouvelle Stratégie d'action jeunesse pour laquelle on avait participé dans son élaboration à certaines reprises, mais pour laquelle on n'avait pas vraiment eu le temps de faire des consultations, ou en tout cas pas les moyens de faire des consultations directement auprès des jeunes. On s'est dit que ce serait quand même intéressant de consulter les jeunes sur les thématiques retenues par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

Une telle consultation des jeunes, suite à la sortie de la Stratégie, permet justement aux forums jeunesse de réfléchir à la façon d'adapter ce « grand périmètre » évoqué plus haut, à leur région :

On se rappelle qu'en 2009 la Stratégie d'action jeunesse du Québec venait de commencer, on avait donc un nouveau FRIJ pour cinq ans. [...] Ce qu'on a fait au rassemblement jeunesse, c'est qu'on a fait un grand mur du FRIJ et on en a profité pour consulter tous les participants : « Voici les grandes actions que [le forum jeunesse] privilégierait avec ses partenaires, êtes-vous en accord ? Avez-vous des nouvelles idées ou sinon, ces grandes orientations-là, vous, qu'est-ce que ça vous inspire ? Par exemple au niveau de la culture ? Qu'est-ce qu'on devrait toucher au niveau de la culture ? » Donc là on avait plein d'idées et moyens que les jeunes nous inscrivaient pour chacune de nos orientations. [...] Tu sais nos orientations, elles sont tellement larges, elles touchent à peu près tout, [...] elles correspondent aux défis de la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec, donc « Quelles sont vos impressions ? Comment vous recevez ça, vous les jeunes ? Puis quelles idées vous voulez soumettre [au forum jeunesse] ? »

L'influence du Secrétariat à la jeunesse, partenaire financier et mandant, ne semble donc pas, pour les forums jeunesse interviewés, contraignante. Certes, elle guide les actions des forums jeunesse dans leurs grandes orientations ou leurs grands thèmes, mais ils considèrent qu'ils ont ensuite la liberté de traduire régionalement ces orientations et d'en privilégier certaines au détriment d'autres, selon les besoins du milieu.

En dépit de son rôle prépondérant, le Secrétariat à la jeunesse n'est pas l'unique partenaire d'envergure nationale à collaborer avec les forums jeunesse. Ainsi, un ministère provincial a été impliqué dans une des actions étudiées. Ce cas est unique parmi les dix retenus, mais il montre qu'il s'agit d'une possibilité, que l'on pourrait donc retrouver parmi les autres actions des forums jeunesse. Dans le cas étudié, au sein du comité organisateur de la journée de réseautage entre jeunes immigrés et intervenants figurait un fonctionnaire du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Outre le fait que le thème de la journée rejoignait les préoccupations de ce ministère, cette présence peut s'expliquer par le fait que cette activité s'inscrivait dans le cadre de l'Engagement jeunesse, une entente interministérielle coordonnée par le Secrétariat à la jeunesse visant « la cohésion et la complémentarité des services offerts aux jeunes »¹¹⁰ et dont le MICC est partenaire. Les forums jeunesse, en tant qu'organismes de concertation régionale, sont aussi impliqués dans cette entente qui se décline régionalement grâce à des comités directeurs régionaux. Cet exemple nous montre que les partenariats qui permettent aux forums jeunesse de mettre en place une action ne sont souvent pas des partenariats ponctuels

¹¹⁰ Secrétariat à la jeunesse, 2009. *op. cit.*, p.48.

mais s'inscrivent dans un travail commun amorcé antérieurement ou parallèlement. Dans le même ordre d'idées, le forum jeunesse qui a élaboré un jeu de société régional s'est appuyé sur ses partenaires d'une autre entente spécifique pour en faire la promotion sur le site internet conçu dans le cadre de cette alliance parallèle. Les partenaires de cette entente spécifique incluent trois ministères provinciaux, mais aussi des partenaires régionaux comme la Conférence régionale des élus, mais aussi locaux, comme la Ville et un collègue. En effet, les partenariats peuvent inclure une diversité d'acteurs, selon les contextes.

2.3.2 LES PARTENAIRES RÉGIONAUX ET LOCAUX : LES FORUMS JEUNESSE CONNAISSENT LES AUTRES ACTEURS DU MILIEU ET SONT RECONNUS PAR EUX

Deux principales dynamiques reliées conduisent les forums jeunesse à collaborer avec des acteurs plus près d'eux, tant locaux que régionaux. D'une part, les forums jeunesse peuvent eux-mêmes susciter des partenariats, soit pour consolider le financement requis à un projet de grande envergure ou pour faire converger des expertises qu'ils ne possèdent pas. Mais inversement, d'autre part, les forums jeunesse sont parfois eux-mêmes l'objet de sollicitations en provenance de partenaires, qui reconnaissent l'expertise des forums jeunesse sur divers plan, la jeunesse elle-même, la participation citoyenne, ou, justement, la capacité à nouer des partenariats efficaces.

2.3.2.1 Les forums jeunesse qui sollicitent des partenaires

Les forums jeunesse ont établi divers partenariats avec des acteurs locaux et régionaux, notamment les conférences régionales des élus, le milieu scolaire, les municipalités et les élus locaux, les carrefours-jeunesse-emploi, les maisons de jeunes, les regroupements d'associations locales, les organismes communautaires et les centres d'action bénévole, etc. Ces collaborations sont essentielles aux forums jeunesse ; elles prennent généralement l'une de deux formes, soient des partenariats financiers ou des partenariats plus opérationnels.

Les premiers, soit les partenariats de type financiers, leur permettent de compléter leurs propres investissements, qui seraient autrement insuffisants pour monter un projet d'envergure :

[...] Le forum jeunesse doit devenir un leader en participation citoyenne, c'est également un mandat qu'il reçoit du gouvernement. Mais en même temps il n'y a pas à proprement parler de ressources financières pour réaliser ce mandat-là, donc le forum jeunesse part un peu avec son bâton du pèlerin pour essayer de trouver des partenaires.

Pour leur part, les partenariats que nous pourrions qualifier de plus « opérationnels » permettent aux forums jeunesse de bénéficier des compétences, de l'expertise et des réseaux de contacts des acteurs du milieu.

On fait beaucoup en partenariat car, seuls, nous-mêmes, on réalise que [...] au niveau du forum on n'a pas l'expertise nécessairement de faire un projet avec les jeunes immigrants nous-mêmes. On réalise que c'est pas nous qui l'avons et qu'il y a bien des organismes dans la région qui l'ont bien plus que nous, donc on fait en partenariat.

En outre, à plusieurs reprises, il a été souligné en entrevue que les forums jeunesse sont des organismes régionaux qui doivent avoir une vue d'ensemble des enjeux jeunesse de leur région. Ils ne sont pas au contact quotidien des jeunes et ne développent pas une expertise approfondie de chacun de ces enjeux jeunesse. La collaboration est donc un moyen de pallier ces « obstacles », comme l'explique cette agente de participation citoyenne :

C'est un peu notre façon d'intervenir en général parce qu'on est une organisation régionale, on a tout le territoire à couvrir et on doit couvrir tous les aspects de la jeunesse. Donc on est non seulement régional mais on est généraliste en plus. Donc on est censé se spécialiser dans la persévérance scolaire, la santé des jeunes, l'employabilité. On peut pas. Donc notre approche c'est souvent comme ça en fait, c'est en partenariat.

Réitérant cette incapacité à se spécialiser, une autre agente de participation citoyenne rappelle que ce n'est de toute façon par la vocation première des forums jeunesse, qui doivent avant tout représenter, les intérêts et les préoccupations des jeunes auprès de ces acteurs du milieu, qui, eux, sont spécialisés :

Nous on prétend pas que... on n'est pas des experts de l'entrepreneuriat, on n'est pas des experts de la santé, on n'est pas des experts du décrochage scolaire. Par contre, on souhaite devenir la référence en matière de besoins des jeunes. Les gens nous consultent de plus en plus pour savoir comment enligner leurs actions pour répondre aux besoins des jeunes. Eh bien notre bible en ce moment c'est notre consultation jeunesse, [...] on amène la parole des jeunes aux acteurs par le biais de la consultation. Et ça, c'est un rôle qui est fondamental. On est là pour que les besoins des jeunes soient entendus et pris en compte dans les plans d'action des différents organismes de développement régional.

Les forums jeunesse ne sont donc pas spécialisés dans un domaine mais ont une vision globale des thématiques jeunesse. Ceci se fait grâce non seulement aux consultations, comme souligné plus haut, mais aussi grâce aux rassemblements jeunesse et aux diverses activités qui sont autant d'occasions de recueillir les opinions des jeunes.

Une agente de participation citoyenne remarque que cette position d'observateur qui s'intéresse à différents aspects de la vie des jeunes sans en prioriser aucun est en fait une position qui facilite les partenariats avec des organismes spécialisés dans un même domaine et qui rivalisent pour les mêmes programmes de subventions :

Il y a aussi le tirage de couverture quand ces associations commencent à aller chercher des subventions. C'est pas facile pour elles de travailler en concertation, mais quand elles ont des invitations de personnes externes, d'organismes externes comme le forum et l'Engagement jeunesse... Par exemple lors de cette journée-là, il y a eu une belle réceptivité parce que là il y avait pas d'allégeance, pas de parti-pris, pas de « oh là c'est la fédération, j'y vais pas parce que... » tandis que là c'était plus large. C'est intéressant parce que notre faiblesse c'est un peu devenu notre force parce que comme je disais, on est généraliste, on est régional, c'est pas notre spécialité. Et en même temps quand on décide de faire une activité comme ça... quand quelqu'un de l'extérieur regarde ça et se demande « Mais pourquoi ils ont fait ça ? C'est quoi le but ? Est-ce que c'est leur mandat ? » Mais justement le fait qu'on ait fait ça, ça a vraiment rassemblé les gens, ça a favorisé la concertation qui n'aurait pas forcément eu lieu si l'activité était d'une association issue de l'immigration directement. Et puis que l'université réponde bien à notre demande [qui a offert ses listes de diffusion d'étudiants internationaux], je pense que ça part aussi [...] de la neutralité et de l'impartialité qu'on avait. Je pense qu'ils ont senti que l'activité qu'on avait se voulait vraiment rassembleuse. C'était un peu notre faiblesse au début parce qu'on n'avait pas d'expertise mais il me semble que ça nous a plus aidés que nui.

2.3.2.2 Des acteurs du milieu qui sollicitent l'expertise des forums jeunesse

Trois des dix actions étudiées¹¹¹ sont nées de porteurs de projet qui sont allés chercher le forum jeunesse de leur région pour son expertise en matière de participation citoyenne des jeunes : « La Ville est venue me chercher un peu en experte de participation citoyenne ». En soutenant et en accompagnant ces acteurs du milieu (ici deux municipalités et un agent de vie spirituelle et d'engagement communautaire - AVSEC-) dans leur projet, en plus de favoriser la participation des jeunes, les forums jeunesse exercent leur rôle-conseil en matière de jeunesse.

Les forums jeunesse sont ainsi contactés car ils bénéficient, dans leur région respective, d'une reconnaissance de leurs mandats et de leurs compétences dans le domaine de la jeunesse : « [...] notre expertise commence de plus en plus à être remarquée surtout par rapport à la mobilisation des jeunes ». Cette reconnaissance fait du forum jeunesse une ressource dont les acteurs régionaux et locaux savent qu'ils peuvent disposer. C'est de

¹¹¹ Il s'agit du dîner des organismes communautaires dans une région manufacturière, de l'essai non concluant de mettre en place un conseil jeunesse dans une municipalité d'une région urbaine et d'une consultation jeunesse dans une municipalité d'une région manufacturière.

cette manière qu'une agente de participation citoyenne justifie la raison pour laquelle l'AVSEC s'est tourné vers son forum jeunesse :

parce qu'il sait qu'on est là pour les soutenir avec les jeunes, soit en leur fournissant de l'information, soit en leur fournissant des contacts qu'on a dans le milieu. [...] Donc il s'est dit qu'on était les meilleurs placés pour pouvoir l'aider.

Dans deux cas, le forum jeunesse en question est rattaché à la CRÉ. Il semble que le fait d'être une commission de cette instance régionale leur permet d'être connus des partenaires régionaux :

Le forum jeunesse a été approché parce que c'est notre mandat de favoriser la place des jeunes dans les instances décisionnelles. Ils avaient entendus parler de nous parce qu'on avait fait une présentation au CA de la CRÉ et le maire de [la municipalité qui a sollicité le forum jeunesse] siégeait à cette rencontre-là. [...] C'est comme ça qu'il a entendu parler de nous.

De plus en plus les gens nous appellent soit pour des questions d'expertise... des gens qui font référence à nous... et on est avec la CRÉ donc on est connus des élus de cette façon-là [...].

Lorsqu'un acteur du milieu contacte le forum jeunesse de sa région, il lui présente ses objectifs ou sa conception du projet final qu'il souhaiterait mettre en place (par exemple, faire connaître aux jeunes les lieux possibles où s'impliquer, mettre en place un conseil municipal jeunesse), mais souhaite une expertise pour la mise en œuvre. Cette expertise peut être tant par rapport à la connaissance de la jeunesse que, plus spécifiquement, la connaissance des mécanismes permettant de stimuler la participation citoyenne :

Et pourquoi on a décidé de faire ça, c'est qu'en début d'année, l'AVSEC de l'école m'avait rencontré en me disant que les jeunes voulaient s'impliquer mais qu'ils ne savaient pas où et ils ne savaient pas comment prendre contact avec ces organisations-là.

Ça a commencé à l'été 2010, j'ai eu un appel des employés de [telle Ville] comme quoi ils avaient eu une demande d'un élu ou des élus pour organiser un conseil jeunesse et ils souhaitaient réunir différents partenaires du milieu pour voir comment ça pourrait prendre forme et qui était intéressé à s'engager dans ce projet-là.

Le forum jeunesse a été approché par la municipalité en question [...] pour être interpellé sur les possibilités de mettre en place un conseil municipal jeunesse.

Malgré une commande d'origine issue d'un partenaire, il revient ensuite au forum jeunesse de retravailler et de préciser la demande. Ainsi, dans le cas de la consultation jeunesse dans une municipalité, la volonté initiale de la mairie était de mettre en place

un conseil municipal jeunesse. Cependant, pour le forum jeunesse, ce dernier ne pouvait être établi qu'après une ou plusieurs étapes, dont la consultation jeunesse, qui était une première façon de recueillir l'opinion des jeunes et de sonder leur l'intérêt à participer à un conseil municipal jeunesse : « à la base c'était pas la consultation qu'il envisageait, c'était le conseil municipal jeunesse. En fait, la consultation arrive en première étape dans l'établissement d'un conseil municipal jeunesse ». De la même manière, le dîner des organismes communautaires n'était pas non plus la forme initiale qu'avait proposée l'AVSEC qui, lorsqu'il avait sollicité le soutien du forum jeunesse, avait plutôt penser préparer une liste des organismes où s'impliquer à distribuer aux étudiants de l'école.

Enfin, l'acteur local ou régional peut solliciter l'implication du forum jeunesse dans son projet à divers degrés. Pour deux des trois cas, il était demandé aux forums jeunesse d'organiser l'activité alors que pour le troisième cas, la municipalité souhaitait « uniquement » bénéficier de conseils et ainsi rester le principal organisateur et coordonnateur du projet comme nous le mentionne l'agente de participation citoyenne :

Mon rôle était vraiment plus en soutien ou en accompagnement, mais le forum n'était pas promoteur du projet. Donc, moi, j'ai fait l'accompagnement parce que finalement ils ont fait une demande de financement au forum jeunesse, donc moi j'ai monté avec eux les documents pour qu'ils puissent déposer le dossier au conseil des membres du forum jeunesse pour aller chercher du financement. Puis j'ai assisté aux rencontres, mais j'étais pas engagée dans la démarche ; je faisais plus soulever des questions ou amener des éléments qu'il faudrait qu'ils considèrent dans leur organisation.

La connaissance qu'ont les forums jeunesse de leur milieu et de ses acteurs est d'ailleurs parfois sollicitée par des organismes nationaux qui souhaitent déployer leurs actions dans les régions. Ainsi, alors que, hors cadre des entrevues, nous demandions par courriel à un forum jeunesse plus de précisions sur une action de l'Institut du Nouveau Monde à laquelle il a collaboré, voici sa réponse écrite:

Il s'agissait de faire du recrutement régional auprès des organismes afin que l'INM vienne présenter les Rendez-vous de l'énergie aux organismes intéressés et les outils pour tenir des événements régionaux selon les modèles bâtis par l'INM, une forme de tournée pour laquelle nous avons agi comme facilitateur (local, recrutement) et avons collaboré à l'animation.

Ici l'INM, organisme et partenaire national, passe par le forum jeunesse en question pour promouvoir ses actions. Le forum jeunesse sert ainsi d'intermédiaire car il connaît les acteurs du milieu et il est reconnu par eux et qu'à ce titre, il est mieux placé que l'INM pour entrer en contact avec eux et nouer des partenariats. N'importe quel organisme ne peut donc pas prétendre mener une action régionale ou locale car cela nécessite d'avoir ses relations de connaissance.

2.3.3 LA DYNAMIQUE DES PARTENARIATS

En pratique, un bon partenariat est souvent présenté comme une des clés de la réussite d'une action : « Je pense que les points positifs c'est qu'on a travaillé en collaboration avec l'école et avec la Corporation de développement communautaire et il y a eu une bonne préparation de l'école pour la participation des jeunes. » À l'inverse, lorsque la collaboration et la communication qu'elle implique sont défectueuses, le projet risque de ne pas aboutir. Ça a été le cas d'une action parmi les dix étudiées.

L'agente de participation citoyenne du forum jeunesse concerné avait été contactée par les employés d'un Hôtel de ville pour obtenir des conseils sur la façon de constituer un conseil municipal jeunesse qui prendrait la forme de quelques rencontres de jeunes par année. Le rôle du forum jeunesse se limitait à accompagner les employés dans leur démarche sans prendre la tête du projet, qui n'était pas le sien. Il avait été décidé que les jeunes qui participeraient au conseil municipal jeunesse seraient des élèves et des étudiants. Ce conseil n'a jamais vu le jour car les employés de la ville n'ont pas été en mesure de rejoindre les étudiants susceptibles de former le conseil jeunesse. Une raison principale peut être avancée pour expliquer cet échec : la ville n'a pas ciblé les personnes ressources adéquates au sein des écoles, celles qui auraient pu relayer auprès des jeunes l'information que la ville cherchait des participants pour siéger sur un conseil :

Mon analyse c'est qu'ils ont pris des gens trop haut placés et c'est sûr qu'ils n'avaient pas le temps de s'occuper de ça. Des gens qui avaient de trop grosses responsabilités, alors que c'était un petit projet parmi plein d'autres. Ils avaient pas le temps de venir s'asseoir pour faire la logistique du projet.

Plus précisément, les directions de la commission scolaire et du cégep, auprès de qui le contact avait été pris, avaient accepté d'envoyer un courriel aux jeunes sur leur adresse générée automatiquement par les écoles mais que les jeunes consultent rarement. Ces courriels n'ont donc pas été lus par leurs destinataires.

Cette étude de cas nous enseigne qu'un partenariat soigneusement choisi semble avoir plus de chances d'aboutir à une action réussie (ou, à tout le moins, à une action qui a réellement lieu). Il est donc utile pour le forum jeunesse de savoir cibler la personne la mieux à même de participer au projet, de par ses fonctions et ses responsabilités. Ainsi, l'identification de partenaires appropriés fait partie de l'expertise dont les forums jeunesse ont besoin pour monter leurs actions. Le forum jeunesse qui a mis au point la consultation jeunesse électronique illustre ce travail de « sélection » des partenaires. Alors que le comité de gestion du projet était composé des directions des organismes

partenaires, le comité de contenu qui s'est penché sur les questions de la consultation a plutôt réuni du personnel de « terrain » :

On s'est dit « Ok on sait sur quels thèmes on veut consulter mais plus précisément comment on doit aborder les jeunes ? » Et des jeunes de 10-25 ans, c'est pas [cohérent de les regrouper comme] des jeunes de 10-25 ans : on a subdivisé ça en trois groupes parce qu'on voulait s'adresser aux jeunes dans leur langage. Donc on a fait 10-12, 13-17 et 18-25. Et là, on a formé un comité aviseur composé de représentants de nos partenaires, mais plutôt des gens... parce que là autour de la table au comité de gestion on a des directeurs, des directeurs de service. Alors que là, on est allés chercher des professionnels du milieu. En fait c'était un comité de contenu qui était diversifié et près de la réalité des jeunes. On avait les conseillers en orientation, les conseillers pédagogiques, des AVSEC, des enseignants primaire et secondaire. On a eu aussi des gens du service éducatif, des conseillers SARCA (Service d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement), ça c'est le secteur adulte parce que, le 18-25, on voulait l'aborder aussi. On a eu aussi des agents de développement dans les commissions scolaires qui ont participé. On a aussi interpellé les carrefours-jeunesse-emploi parce qu'avec leur expertise avec les jeunes en difficulté... on a eu des intervenants du programme idéo et on a aussi eu la participation du cégep, la personne aux affaires étudiantes et communautaires.

Malgré tout, parfois, même le fait de bien cibler l'organisme, la fonction ou la personne susceptible d'être partenaire ne suffit pas. En effet, comme nous l'explique une agente de participation citoyenne, un partenariat contient aussi une forte dimension interpersonnelle :

[Le partenariat] c'est une question de personnes, c'est pas une question d'organisations, même pas. On est vraiment au niveau de la dynamique interpersonnelle. Quand la personne change de poste, eh ben, parfois le partenariat peut tomber, parce qu'une personne démissionne ou prend sa retraite... [...] Par exemple, l'agente de participation citoyenne du forum est partie et c'était beaucoup elle, personnellement, qui avait créé des liens. C'est certain qu'avec son départ du forum, on a des liens, nous, à refaire, donc nous on n'est pas à l'abri de ça.

2.4 Conclusion

Nous avons identifié divers types de partenaires, selon leur objet (partenaires financiers ou « opérationnels ») et selon leur envergure (partenaires nationaux, régionaux et locaux). Dans certains cas, ce sont ces partenaires qui sollicitent les forums jeunesse ; d'autres fois, ce sont des partenaires que les forums jeunesse ont sollicité. Évidemment, ces types de partenaires ne sont pas mutuellement exclusifs, bien au contraire. Ils se combinent de diverses manières, de sorte que, par exemple, un partenaire régional peut être un partenaire financier ou opérationnel ; il peut solliciter le forum jeunesse ou être sollicité par lui, etc.

Seul le Secrétariat à la jeunesse, en tant que mandant des forums jeunesse, est un partenaire « automatique ». Les partenariats avec les organismes nationaux tels que l'Institut du Nouveau Monde, ne semblent pas non plus difficiles à établir pour les forums jeunesse. Il apparaît même que ce sont ces organismes qui sollicitent les forums jeunesse pour régionaliser leurs actions. On peut supposer que les forums jeunesse, en tant que réseau représenté par la Table de concertation des forums jeunesse, jouissent d'une reconnaissance et d'une visibilité nationales grâce à la *Stratégie d'action jeunesse*, dans laquelle ils sont régulièrement mentionnés en tant que partenaires du Secrétariat à la jeunesse, au même titre d'ailleurs que l'INM.

En revanche, les acteurs locaux et régionaux connaissent peut-être moins les forums jeunesse par le biais de la *Stratégie d'action jeunesse*. Dans ce contexte, il semble que les forums jeunesse ont plus de travail à réaliser pour se faire connaître et se faire solliciter par eux ou pour cibler lesquels sont les mieux placés pour aider à organiser telle ou telle action. En somme, les forums jeunesse ont à s'insérer dans le tissu des acteurs régionaux et locaux. En revanche, ce travail porte ses fruits. Une action montée en partenariat avec des acteurs du milieu est un signe de son ancrage régional : elle démontre que le forum jeunesse connaît et est reconnu par ses pairs régionaux.

3. CONCLUSION

Suite à l'analyse des objectifs et formes des actions à partir de l'inventaire de la Table de concertation, les dix études de cas ont ouvert notre perspective à de nouvelles facettes des actions : le niveau territorial visé par l'action, les sources d'inspiration et les partenaires. Chacune de ces facettes a été appréhendée comme un point d'ancrage et nous nous sommes demandées si ce point fixait plutôt les actions au niveau international, national, régional ou local. Finalement, bien qu'étant des instances régionales, les forums jeunesse et leurs actions combinent et font s'entrecroiser ces diverses échelles territoriales. Par exemple, une même action peut voir passer son rayon d'influence du régional au national si, après avoir été conçue pour les jeunes d'une région, elle est reprise par d'autres forums jeunesse. Inversement, une action peut aussi s'inspirer des principes d'une action nationale ou encore d'expériences internationales, pour ensuite être adaptée au niveau régional ou local. Ou encore, pour pouvoir être mise en place, une action peut nécessiter divers partenaires intervenant pour différents aspects : le Secrétariat à la jeunesse avec des instances régionales (notamment les CRÉ) pour le financement, et des organismes locaux pour des collaborations plus opérationnelles.

En raison de cet enchevêtrement, la présence de la dimension nationale, et dans une certaine mesure internationale, dans les actions des forums jeunesse n'empêche aucunement que celles-ci soient ancrées localement et régionalement. Au contraire, c'est bien parce qu'ils sont insérés dans le tissu régional que les forums jeunesse réussissent à mettre en place des projets dans leur région. Ils connaissent leur milieu et ses différents acteurs, parfois même personnellement. En outre, ils ont une visibilité en tant qu'acteur régional ouvert à collaborer avec d'autres acteurs locaux et régionaux pour monter des projets qui visent la jeunesse de leur territoire. C'est donc un ensemble de points d'ancrage qui façonne le caractère régional des actions des forums jeunesse, mais en particulier leur rôle spécifique dans la société civile organisée de leur région.

Conclusion générale

Cette étude a permis de mieux cerner, non pas tant le rôle des forums jeunesse dans les régions du Québec, mais plutôt la place qu'occupe la région dans les actions menées par eux. L'objectif central était de documenter la façon dont s'opère l'ancrage régional des projets mis en œuvre par les forums jeunesse régionaux du Québec, dont le mandat s'articule autour de la notion de région. Ce faisant, nous en sommes pourtant venues à montrer l'importance des forums jeunesse comme pivot dans la société civile des régions du Québec.

Pour faire ces analyses, nous avons procédé en deux temps, et en collaboration étroite avec la Table de concertation des forums jeunesse régionaux, qui avait demandé cette étude. D'une part, nous avons analysé un inventaire réalisé antérieurement par Table, documentant 316 actions en participation citoyenne menées en 2009, 2010 et 2011 par les divers forums jeunesse régionaux du Québec. Ce travail nous a en outre permis de cibler 10 actions spécifiques, pour lesquelles nous avons procédé à une étude de cas reposant sur des entretiens avec les agents de participation citoyenne ou autres membres des forums jeunesse régionaux ayant participé activement à l'implantation de l'activité.

Ces deux enquêtes empiriques nous ont permis de documenter une série de points d'ancrage possibles des actions menées par les forums jeunesse régionaux du Québec. Les actions peuvent être ancrées localement et régionalement selon cinq principales dimensions, soit en raison de leurs objectifs, de leur forme, de la population visée, de leur source d'inspiration ou des partenaires qui collaborent avec le forum jeunesse. En vertu du croisement de ces diverses dimensions, une même action sera en général ancrée aussi bien régionalement que plus largement. Ceci semble tout à fait logique. En effet, notre revue de la littérature sur le développement régional a bien souligné que le développement local n'interdit pas l'ouverture sur l'extra-local et l'extrarégional. Ainsi, les actions des forums jeunesse s'inscrivent en même temps dans plusieurs niveaux territoriaux, mais sans pour autant en perdre leur ancrage régional.

Notre focale portait toutefois sur cet ancrage régional. Bien que les forums jeunesse régionaux aient été créés en partie pour adapter des interventions aux besoins différenciés des jeunes dans les régions du Québec, c'est moins dans ce domaine que semble se situer le principal ancrage régional des forums jeunesse. En effet, de nombreuses actions se ressemblent entre les forums des différentes régions ou migrent d'un forum à l'autre, sans faire l'objet d'une adaptation majeure. Cette similitude rappelle d'une part que la jeunesse possède d'importantes caractéristiques communes

d'une région à l'autre – un jeune est souvent d'abord « un jeune », avant d'être « un jeune d'une région spécifique ».

Ces ressemblances montrent aussi, d'autre part, que les forums jeunesse partagent une vision similaire de ce qu'est la participation citoyenne et de la façon de la stimuler. Cette vision partagée s'est construite grâce à un réseau, au partage d'expertise, de même qu'aux orientations communes dictées par la Stratégie jeunesse et des années d'expérience. Néanmoins, cette vision partagée conduit les forums jeunesse à adopter des actions qui se ressemblent davantage que les régions dans lesquelles elles sont déployées. Ce n'est donc pas dans les grands objectifs ni dans la façon de les implanter que l'on retrouve le plus de spécificités régionales.

L'ancrage régional des actions des forums jeunesse se situe donc plutôt en d'autres points. Trois d'entre eux ressortent particulièrement de nos analyses. Premièrement, si les grands objectifs des forums jeunesse sont globalement les mêmes, l'un d'eux est spécifiquement régional. En effet, la vision commune de la participation citoyenne portée par les forums jeunesse repose entre autres sur l'idée de l'attachement au milieu; on ne peut s'engager que si l'on développe un certain sentiment d'appartenance. En conséquence, les forums jeunesse déploient des activités – assez similaires d'une région à l'autre – pour stimuler le sentiment d'appartenance des jeunes à leur région spécifique.

Deuxièmement, le caractère régional des forums jeunesse réside aussi dans leur accessibilité géographique pour les jeunes. La possibilité de rejoindre tous les jeunes du Québec, où qu'ils soient, était une des préoccupations à l'origine de la création des forums jeunesse régionaux. Les actions locales et régionales des forums jeunesse visent donc à atteindre les jeunes chez eux, chaque forum jeunesse se concentrant sur les jeunes d'un territoire spécifique bien délimité.

Or, pour ce faire, il faut savoir qui mobiliser et comment. C'est peut-être en ce troisième point que se manifeste le plus l'ancrage régional des forums jeunesse, c'est-à-dire par leur intégration au tissu social et à la société civile organisée du territoire qu'ils couvrent. Nous avons vu que le développement local repose sur l'utilisation des ressources locales. Les forums jeunesse contribuent au développement local en sachant puiser dans les ressources locales que sont leurs partenaires locaux et régionaux. Et inversement, les forums jeunesse, en acquérant la reconnaissance des autres organismes, sont eux-mêmes devenus une ressource locale pour atteindre les jeunes. En somme, les forums jeunesse sont devenus un maillon indispensable dans la chaîne qui lie la vision

officielle de la participation citoyenne jusqu'à rejoindre le jeune où qu'il soit au Québec.

À propos des auteures

Nicole Gallant est professeure-chercheure agrégée au *Centre Urbanisation Culture Société* de l'INRS depuis 2008 et directrice de l'*Observatoire Jeunes et société* depuis 2010. Ses recherches portent, d'une part, sur les jeunes et, d'autre part, sur les minorités ethnoculturelles (immigration, francophonie minoritaire, questions autochtones). Ses principaux champs d'intérêt sont l'identité et l'inclusion sociale, l'engagement citoyen, les réseaux sociaux, l'immigration hors métropole, les technologies de l'information et de la communication.

Céline Oberlé est étudiante au Master de sociologie de l'Université de Strasbourg (France) et à la Maîtrise en aménagement du territoire et développement régional de l'Université Laval. Après avoir réalisé des cours de la Maîtrise en Pratiques de recherche et action publique de l'INRS dans le cadre de son Master en Sociologie, elle est devenue stagiaire à l'Observatoire Jeunes et Société, où elle a eu comme premier mandat de réaliser la recherche faisant l'objet du présent rapport.